

Semaine 25

Allemagne.....	1
C'est un appel à la révolte ! (Au sujet du procès en cours visant des contributeurs au journal Fernweh).....	1
Ça brûle toujours plus à l'approche du G20.....	2
Hambourg, Allemagne : Sabotage incendiaire d'un pylône électrique du métro.....	3
Leipzig (Saxe) Sabotages incendiaires en marge du contre-sommet du G20 - Jeudi 15 juin 2017.....	3
Allemagne: Courte interruption des flux ferroviaires à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg.....	4
Higher Administrative Court Bans #NoG20 Protest Camp: Activists Will Appeal.....	4
Australie.....	6
Narrm / Melbourne, so-called 'Australia': Wilson Parking Ticket Machines Sabotaged in Solidarity with Refugees in Detention.....	6
Canada.....	7
Montréal, Québec : Qu'ils mangent de la peinture ! [Action de dégentrification contre le restaurant "3734"].....	7
How Angry People Are Fighting Gentrification in Montreal.....	8
Chili.....	10
Santiago, Chile: Anarchists erect barricades in solidarity with the two murdered Mapuche activists.....	10
Espagne.....	10
Madrid, Spain - Attack against a Bankia branch in solidarity with the compañera sentenced for bank robbery in Germany.....	10
France.....	11
Besançon, France : Slogans hostiles au chef du gouvernement en visite.....	11
Rencontre débat à St Etienne : comment se renforcer face à la police et à la justice ?.....	12
Piégros-la-Clastre (Drôme) : Votre monde est notre terrain de jeu [MAJ 18/06 : la revendication].....	12
mutineries de Valence: «ils s'en foutent qu'un maton soit pris en otage. ».. mais qu'on détruit la prison, ça c'est autre chose	14
Gaillac (Tarn) : Quelques flammes en solidarité.....	16
On n'Abadie-ne pas avec le nucléaire !.....	17
Petits vandalismes en milieu urbain.....	18
Lyon : Saccage des locaux des fascistes en marge de la manif du « Front social ».....	19
Ni genre ni patriarcat : Anarchie !.....	19
Besançon, France : Action de solidarité avec les 4 en procès ce 23 juin dans le 1er volet de « l'affaire machine à expulser ».....	21
Pas de petit-dej pour l'Andra.....	21
De la casse chez L'Andra.....	22
Paris : le rendu du 1er procès de la lutte contre la machine à expulser.....	24
Déclaration d'un anarchiste inculpé dans l'affaire « Machine à expulser » : « Ça ne va pas se passer comme ça ».....	25
Compte rendu et verdict du procès du 23 juin 2017 : On ne badine pas avec la machine à expulser.....	31
Grece.....	33
anarchist refugee squats prepare for State onslaught.....	33
PROTEST RALLY FRI/VEN/ 23/6, 07:00 PM AT "PETROU RALLY" IMMIGRATION CENTER AND PRISON - ATHENS.....	34
Solidarity Actions Across Europe For #CityPlaza, #SquatBo and All Other Squats.....	34
Mexique.....	36
Ké Huelga Radio: Against the Elections.....	36
Suisse.....	37
Bâle, Suisse : Contre l'État, ses frontières et ses prisons !.....	37
Zurich, Suisse : Attaque incendiaire d'un collabo notoire de la future maxi-prison de Bässlergut.....	38
Nouvelles tentatives d'évasions à la Favra : révolte légitime !.....	38
Ukraine.....	39
Two Excavators Torched by Informal Anarchist Federation in Kiev.....	39
USA.....	39
Statement on Recently Arrested Seattle Area Anarchist Wil Floyd.....	39
A Response to "Beyond Bash the Fash".....	41
Bloomington, IN: June 11th Report Back.....	44
Taking Back Pride: Philly Report Back.....	46
Statement on Wil Floyd, Recently Arrested in the Seattle Area.....	48
Bloc Party Interview: Repression & Resiliency.....	50

Allemagne

C'est un appel à la révolte ! (Au sujet du procès en cours visant des contributeurs au journal Fernweh)

Quelques personnes à qui il est reproché d'avoir distribué le journal « [Fernweh](#) » il y a quelques temps à Munich sont sur le point d'être jugées. Les textes de lois des juges, leur bureaucratie et leurs cérémonies ridicules mettant en scène le pouvoir ne nous intéressent pas. Ce qui nous intéresse, c'est la révolte contre leur monde d'autorité, contre leur État divin, leur propriété sacrée et les frontières qu'ils imposent à nos vies dès la naissance. Les mots qui seraient déclencheurs d'annonce, se dirigent contre les flics et les fascistes. Mais c'est une idée qui est mise sur le banc des accusés : l'idée que nous ne devons ni parler avec les

politiques ni avec les juges pour changer quoi que ce soit. Nous préférons porter notre attention sur nos prochains, nos amis et complices et construire avec eux. Pour vivre dignement et se révolter, il n'y a besoin d'aucune organisation ni d'aucun chef. Nous n'avons besoin d'aucune idéologie ni d'aucune politique – *la révolte est anti-politique*.

Le journal « Fernweh » véhicule l'idée qu'à chaque seconde de notre vie, nous pouvons sauter sur l'occasion pour tout foutre en l'air – et cette pensée n'a rien d'abstrait. Elle retentit à travers les actes de tout un tas de gens qui décident de prendre eux-mêmes leurs vies en mains. Elle se reflète dans les conflits de cette société et c'est donc une pensée que nous parvenons à partager, qui peut se répandre, qu'elle peut être reprise par chacun.e au sein de la guerre sociale. Et au sein de cette guerre sociale – une guerre entre les collaborateurs de ce système et celles et ceux qui ne font rien pour le maintenir – cette idée, celle d'une révolte sans politique ni négociation, s'épanouit en tant que proposition: comme une proposition de composer et de conspirer avec les compagnons et proches contre ce monde assourdissant fait d'humiliation et de soumission. Afin de refuser leur monde et leurs contraintes, de développer une *praxis* de sabotage anonyme et diffus qui met en évidence le fossé et la confrontation entre deux mondes inconciliables. Deux mondes sont antagonistes : celui dans lequel tu te soumetts à un projet de vie tout tracé (et tu t'en félicites car tu sembles épanoui) et celui dans lequel tu risques quelque chose de complètement différent : la tentative d'attaquer directement, à travers l'action directe, les institutions du pouvoir ayant une emprise sur ta propre vie ; de vivre selon tes propres besoins et de les satisfaire avec tes compagnons ; et où tous ceux qui veulent seulement t'exploiter, t'utiliser ou se foutre de ta gueule sont accueillis avec ignorance, moquerie et par un conflit combatif. Concernant le procès au tribunal toujours en cours, il ne s'agit pas de la façon dont les formulations isolées peuvent être désormais interprétées. Il doit mettre face à un dilemme ceux qui sont réceptibles à une telle proposition s'exprimant ouvertement et honnêtement pour une vie de révolte, de liberté et d'obstination : soit à l'avenir vous vous taisez, soit vous continuez à vous organiser – de manière illégale – et vous garderez un pied dans la clandestinité et l'autre en taule. Les autorités voient la dangerosité que représente apparemment le journal, non dans les insultes adressées aux fonctionnaires et aux fachos, mais dans la propagation possible d'une attitude conflictuelle offensive envers l'État. Car aucun groupe isolé ne peut représenter un danger pour l'État.

L'autorité est remise en question, seulement si la proposition (appelant à la révolte), soumise en permanence, par le journal « Fernweh » entre autres, se propage et s'épanouit sous différentes formes. Nous parviendrons à faire s'écrouler ce monde d'autorité, seulement si des personnes diverses rompent de différentes manières avec son modèle de pensée, seulement si elles mettent le feu aux quatre coins de ce monde et conçoivent leur propre univers d'amour et de vie libre. Même si l'État agite le spectre de ses guerres et renforce ses lois qui planent telle une épée de Damoclès au-dessus de la tête de tous ceux qui, au sein de cette société, sont considérés comme improductifs, marginaux et anarchiques; même si les uniformes, flics et militaires, bénéficient de toujours plus de protection et d'habilitation à agir et même si l'Etat punit de manière draconienne tout mot qui s'exprime pour la révolte et la liberté, *a contrario* une vie de servitude volontaire et d'oppression ne sera jamais davantage nécessaire et intelligente. Car si le fait d'insister sur la nécessité de la révolte et le désir d'une vie en liberté ainsi que de le crier haut et fort est un crime, rester silencieux est la chose la plus stupide que l'on puisse faire : propageons la révolte contre ce monde d'autorité, leurs flics et leurs fascistes !

[Article traduit de l'allemand du journal anarchiste *Fernweh*, *anarchistische Strassenzeitung*, Ausgabe 26 – Juni 2017]

Ça brûle toujours plus à l'approche du G20

Les 6 et 7 juillet prochains se tient le sommet du G20 à Hambourg. Ces derniers jours, les attaques et sabotages montent d'un cran. L'un des objectifs de foutre le feu à ce monde de domination et d'oppression en dehors du rendez-vous programmé et surfliqué par les puissants a été détaillé dans [un des appels au contre-sommet](#).

Ci-dessous plusieurs communiqués revendiquant les dernières attaques (par ordre chronologique) se référant au sommet du G20 (On pourra jeter un oeil aux précédentes attaques, qui remontent à mai 2016 [ici](#) et [là](#)). Le dernier (sabotages incendiaires coordonnés sur le réseau ferroviaire de la DB) est accompagné d'informations complémentaires issues des médias dominants germanophones.

Hambourg, Allemagne : Sabotage incendiaire d'un pylône électrique du métro

Le symbole de la domination, le lieu des gouvernants est protégé par les forces de sécurité. Doit être transmise une image de sécurité, de contrôle et de l'impossibilité de les remettre en question. Pas moins de 13.000 policiers contrôleront la ville dans les prochaines semaines, ou du moins ils doivent le montrer. Mais souvent, le contrôle se caractérise peu par des images et des symboles, mais plutôt par la garantie du bon déroulement et du fonctionnement de ce système. Pourtant, à y regarder de plus près, ce sont rarement les grands lieux symboliques et individuels devant les caméras ou dans les têtes, mais plutôt tous les infrastructures qui, dans l'ombre, font leur travail et permettent de faire fonctionner ce système. Ce sont les câbles, les routes, les rails, les ondes radio, les serveurs qui maintiennent tout en marche, qui font que la misère sociale, l'oppression quotidienne, à petite comme à grande échelle, perdure et ne s'arrête jamais. Les endroits où se trouvent ces fonctions capitales garantissant la marche perpétuelle de la machine sont omniprésents et il leur est impossible de les surveiller. Ce sont des câbles qui ont partout leurs interfaces, ce sont des noeuds de communication, dont on comprend mieux leurs fonctions lorsque ceux-ci ne fonctionnent plus. Ce sont des connexions et des réseaux qui doivent toujours être en place afin qu'il n'y ait aucune lacune, aucun espace incontrôlé. Et souvent, ce n'est pas très compliqué de saboter leur fonctionnement.

Comme par exemple une antenne de la station de métro de la Kellinghusenstraße à Hambourg, que des anonymes ont incendié le 12 juin 2017. Comme on pu le lire ce lundi matin dans une dépêche de la MDR (qui a vraisemblablement été de nouveau effacée entre-temps si l'on pense au silence médiatique concernant les actions menées dans le cadre du sommet du G20), le pylône a dû être retiré du circuit électrique et donc du réseau. En soi, ce n'est qu'un sabotage d'une partie de l'infrastructure de la normalité, mais cela illustre bien la vulnérabilité de leurs réseaux fragiles, une *praxis* révolutionnaire presque toujours réalisable et reproductible, que ce soit à plusieurs ou à quelques-uns, que ce soit pendant l'état d'urgence ou sous la grisaille du quotidien. [Traduit de l'allemand de [linksunten](#), 18. Juni 2017]

Leipzig (Saxe) Sabotages incendiaires en marge du contre-sommet du G20 - Jeudi 15 juin 2017

Voitures du conseil municipal cramées.

Markkleeberg est une de ces zones résidentielles agréables à vivre dans le *Speckgürtel* de Leipzig. Ici, c'est un quartier calme est pacifié. **Nous avons brûlé quatre voitures de la municipalité de Markkleeberg** parce qu'elle aussi fait partie de l'ordre que nous combattons. L'État se déploie dans la vie des gens de différentes façons. Que ce soit à travers les frontières, les impôts, les contrôles, la formation ou bien à petite échelle par la municipalité et ses institutions: l'État tente d'imposer ses règles dans de nombreux aspects de notre vie, de soumettre les gens par les taxes, ou plutôt par le pouvoir des flics. L'ordre maintenant est partout présent et conduit les gens à l'obéissance et la servitude.

C'est donc pour cela que les règles fonctionnent souvent à de multiples égards de façon parallèle à l'exploitation capitaliste. Prenons par exemple le cas de la ville capitaliste: les flics municipaux et la mairie veillent à ce que l'économie bourdonne en ville. Si c'est compatible avec les besoins des gens qui habitent ici, ça joue un seconde rôle. Le plus important étant le travail, la sécurité et l'ordre. Les gorilles traversent la ville et sont tenus en haleine par l'ordre, terrorisent les groupes marginaux et réclament de la thune pour chaque chewing-gum collé sur le trottoir. Celui qui ne peut ou ne veut pas s'y conformer est combattu sans pitié. Mairie, flics et agents de sécurité chassent ceux qui ne correspondent pas à l'image de la ville capitaliste. Les façades chics, les places propres, les rues ordonnées et plus simplement les parcs à contrôler font partie de leurs objectifs.

Cela nous paraissait opportun d'attaquer l'ennemi là où il est faible. L'État définit l'ordre dominant et l'impose - nous l'attaquons. A Markkleeberg, la plupart des gens n'auront aucun problème avec la police municipale ou la mairie, mais ici aussi il y a des « zones et des groupes à problème » qui, du moins, esquissent un sourire en ayant vent de notre petit feu.

Par cette attaque, nous soutenons les objectifs d'une campagne contre le G20 à Hambourg formulés dans certains textes, qui ne cherche justement pas à se limiter à une campagne temporaire mais veut faire jaillir une explosion diffuse et continue de rage contre l'ordre existant au-delà des limites thématiques et nationales.



Parce que l'entreprise « FB Aufzüge » prend part au chantier d'agrandissement de la taule à Bâle, nous avons livré aux flammes un de leurs véhicules d'entreprise à Leipzig. Quiconque s'enrichit grâce au système carcéral - aussi grâce au régime migratoire dans le cas de la prison de « Bässlergut » à Bâle - devrait se soucier chaque nuit de ses outils de travail. La taule bâloise de « Bässlergut » est pour un régime migratoire méprisant l'humain ainsi que pour le contrôle et l'enfermement des personnes qui ne correspondent pas aux catégories et aux normes de cette société ou qui n'en tiennent pas compte. Juste à côté de la prison se trouve un camp et un centre de rétention administrative qui est en phase d'agrandissement est aussi censé prendre place.

Participez aussi à la lutte contre la construction de prisons (vous trouverez les entreprises qui en tirent profit à ces deux adresses : [!](#) & [!!](#))

Nous continuerons à lutter pour une société sans prisons.

A bas la justice de classe !

[Traduit de l'allemand de [linksunten indymedia](#), Donnerstag, 15. Juni 2017]

Allemagne: Courte interruption des flux ferroviaires à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg

A l'aube du 19 juin 2017, des engins incendiaires ont été déposés dans des puits de câbles et sur des dispositifs de signalétiques le long des rails de la société ferroviaire allemande (DB) dans les environs de Leipzig, Berlin, Hambourg, Cologne, Dortmund et Bad Bevensen (Basse-Saxe), perturbant le trafic ferroviaire pour une grande partie de la journée. La police a fait état de 13 départs de feu sur l'ensemble du réseau ferroviaire.

De nombreux trains régionaux au départ de Leipzig en direction de Wurzen, de Dresde (et Halle), de Geithain et Erfurt ont été fortement impactés, tout comme les trains internationaux en direction de la République Tchèque depuis la capitale saxonne. En raison de ce sabotage visiblement coordonné sur le territoire fédéral, plusieurs services de police de la Saxe (dont le centre spécialisé de défense opérationnel et la protection d'État) se sont saisis de l'enquête. Des dysfonctionnements ont également été rapportés dans le système électrique des postes d'aiguillage à la gare de Neustadt et à la gare centrale de Dresde. A Hambourg, il y aurait eu deux incendies détruisant de nombreux câbles le long des voies, l'un dans le quartier Eidelstedt et l'autre dans le secteur d'Höltigbaum, provoquant l'interruption totale des trains entre Rahlstedt et Ahrensburg sur la ligne Hambourg-Lübeck.

Concernant le sabotage incendiaire en Rhénanie du Nord-Westphalie, celui-ci aurait eu lieu à proximité de la ville de Dortmund, ce qui a conduit à des perturbations du trafic (des retards de 15-20 min) sur la ligne Dortmund-Bochum et sur trois autres lignes. A Berlin, c'est essentiellement la circulation des trains de banlieue qui a été perturbée. L'incendie d'un câble à la station RER de 'Trepower Park' a paralysé la circulation de cinq lignes (S41, S42, S8, S85 et S9) à l'heure de pointe.

Ci-dessous le communiqué de revendication:

Ce matin (lundi 19 juin 2017), nous avons incendié les conduits de câbles le long des principales voies ferrées. La Bahn [la société ferroviaire Deutsche Bahn] utilise les canaux de câbles à côté des voies non seulement pour la transmission de signal interne, mais loue aussi des puits à d'autres exploitants de réseau de données. Nous interrompons l'exploitation économique totale. Et ainsi de la dévaluation de la vie si fortement assimilée. Nous mettons la main dans l'un des systèmes nerveux centraux du capitalisme : plus de 10.000 km de voies ferrées. Ici s'écoulent des marchandises, des mains d'œuvre, en particulier les données.

Des données comme base d'enregistrement pour l'évaluation et l'exploitation de tout. Des données qui sont nécessaires en tant que flux pour l'optimisation de tout processus pour une machine emmagasinant des connaissances, s'optimisant en permanence. En Allemagne, on l'appellera à l'avenir l'industrie 4.0.

Le G20 se rencontre en juillet afin que la machine tourne le plus possible à plein régime. Il est question de la stabilité mondiale. Comme toujours. Et il s'agit de l'Afrique en tant qu'extension néo-coloniale de la machine. Non plus uniquement pour la mainmise sur les matières premières, mais pour l'aménagement de nouvelles possibilités d'exploitation, de nouveaux marchés, de nouvelles mains-d'œuvre. Et pour le déplacement des frontières extérieures de l'UE vers l'Afrique du Nord afin de repousser ceux qui se mettent sur le chemin de l'exil à la suite de la destruction de leurs conditions de vie par le G20. « Le partenariat avec l'Afrique » doit aboutir par la contrainte économique à un mur de sécurité, reprenant ainsi le travail de protection des frontières européennes. Afin que la machine tourne encore mieux et produise moins d'images laides.

Nous n'arrêterons pas les machinistes, pas encore.

Mais nous démontrons la façon dont il est possible, de mener au balbutiement de la machine, bien que nous sommes nous-mêmes censés être intégrés à une partie de la machine.

Nous rappelons notre opposition à la mémoire des machinistes.

Ainsi qu'en juillet au sommet du G20 à Hambourg.

La contestation massive sera visible pour le monde entier.

Et encourager.

A ne pas attendre plus longtemps.

A ne plus seulement espérer.

Agir.

Essayer, échouer. Réessayer, mieux échouer.

Gagner peut-être.

Dans tous les cas, aller de l'avant.

Suivons notre chemin.

Vivons donc.

Maintenant !

« L'unique outil de mesure pour la crise du capitalisme est le degré de l'organisation des forces qui veulent le détruire. »

Shutdown G20 - Retirons Hambourg du réseau !

[Traduit de linksunten.indymedia, Montag, 19. Juni 2017]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Higher Administrative Court Bans #NoG20 Protest Camp: Activists Will Appeal

The higher administrative court of Hamburg banned the NoG20 protest camp yesterday. Activists will appeal against the decision at the German Bundeverfassungsgericht (Federal Constitutional Court). Yesterday, a water fight with about 250 people participating took place in Hamburg. On thursday cops arrested two people in Hamburg. We are here No G 20 demo started.



Image: Heavy police presence at a NoG20 water fight in Hamburg on June 23.

Submitted to Enough is Enough

You will find all our No G20 stories [here](#).

Note: *Enough is Enough* is not organizing any of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

On Wednesday the administrative court of Hamburg ruled that the ban of a No G20 protest camp in Stadtpark in Hamburg is inadmissible, but police authorities appealed. On Friday the higher administrative court of Hamburg banned the protest camp again. Activists will appeal against the decision at the German Bundeverfassungsgericht (Federal Constitutional Court) but also announced that they will take several squares if they will lose the appeal at the Bundeverfassungsgericht and have no permission to camp at the Stadtpark in Hamburg.

More and more cops are arriving in Hamburg. Yesterday there was a NoG20 waterfight. About 250 people participated under heavy police presence including several water canons, armoured vehicles and cops on horses (Images below). Due to the warm weather many kids participated in the water fight and the riot cops with all their equipment created a bizarre scenery.

Car hire company Sixt is providing limousines for the official G20 delegations. The limousines have already arrived and are parked in Baaker harbour now (images below). The car hire company has branches all over the world and it might have caused some sleepless hours for the management of Sixt that activists now know which company supplies the car for the G20 delegations in Hamburg.



On Thursday 2 people were arrested in Hamburg. Large parts of German mainstream media once again written off and publish the police pressrelease about the arrests. According to the cops the two men came from Berlin and were known as "endangerer". In their press release the cops write that both men were sitting in a parked car for "no reason". A judge released both men as there was no legal possibility to keep them in pre-

trial detention. German tabloids are intensifying their propaganda campaign reporting about the arrests with titles like “Police prevents terror attack”.

The “we are here” demo of refugees and supporters started in Hamburg this afternoon. Hundreds are taking part and there are still people coming

In Bern (Switzerland), local authorities are demanding that the word “smash” and a painted molotov cocktail are over coated (image below) until Monday June 26th.

**1125G001, Schützenmattstrasse 7, 3012 Bern
Unerlaubte Schriftzüge und Malereien auf den Fensterscheiben und auf dem Dach
der Grossen Halle bei der Reitschule Bern**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir haben festgestellt, dass es auf dem Dach der Grossen Halle erneut diverse Aufschriften und Bilder hat. Die Beschriftungen vermitteln eindeutige Botschaften und widersprechen der Auflage aus dem Einschreiben vom 28.10.2011.

Entsprechend fordern wir Sie auf, das Wort „Smash» und den Molotowcocktail (Bild) unter der Berücksichtigung der Sicherheitsauflagen des Bundes und der SUVA, **bis am Montag, 26. Juni 2017 um 15.00 Uhr** zu entfernen.



Australie

Narrm / Melbourne, so-called ‘Australia’: Wilson Parking Ticket Machines Sabotaged in Solidarity with Refugees in Detention



Received on 21.06.17:

21.06.17: Disgusted at the absurd charade that is 'Refugee Week', a week of hypocrisy that has even been endorsed by the DIBP (Department of Immigration and Border Protection), we visited the Wilson car park in Cremorne and sabotaged 3 of their ticket machines with expanding insulation foam. The Wilson group profiteer from so-called 'Australia's offshore concentration camps for refugees and their 'security guards' are responsible for perpetuating gross acts of violence against detainees whose only 'crime' is to seek asylum in so-called 'Australia'.

We encourage others to engage in creative and diverse acts that directly target the corporations, state institutions / apparatuses, and individuals who are complicit in perpetuating so-called 'Australia's racist policy agenda towards refugees and those in detention.

Some anarchists against all forms of detention

Canada

Montréal, Québec : Qu'ils mangent de la peinture ! [Action de dégentrification contre le restaurant "3734"]

Il y a un peu plus d'un an, [une foule de gens masqués a exproprié la marchandise de l'épicerie yuppie](#) attachée au restaurant "3734" sur la rue Notre-Dame et a redistribué la nourriture aux gens du quartier. Voilà une des actions contre la gentrification parmi les dizaines s'étant produites dans les dernières années. L'épicerie a fermé ses portes il y a quelques mois, mais nous avons remarqué que le restaurant 3734 servait encore des lunchs aux gens d'affaires et des soupers onéreux aux yuppies du coin.



Alors mercredi dernier, nous leur avons rendu visite, avons brisé une fenêtre et couvert l'intérieur du restaurant de peinture à l'aide d'un extincteur.

« *Mais qu'est-ce que le vandalisme accomplit contre des commerces?* » Lorsque ces commerces participant à la gentrification ont été pris pour cible, les médias de masse ont affirmé que les vandales étaient à côté de la plaque parce que ces commerces ne jouent qu'un petit rôle dans le processus plus large de la gentrification. Ceuzes d'entre nous opposé.es à la gentrification pouvons tirer la conclusion opposée: ça ne veut pas dire que les cibles sont sans intérêt, mais que nous devons simplement les accompagner de cibles plus diversifiées et que les actions doivent se généraliser! Nous sommes prêt.es à parier que des actes répétés de vandalisme et l'augmentation des primes d'assurance peut faire une différence pour les petits commerces branchés qui ont de la difficulté à garder la tête hors de l'eau, et pour dissuader des investissements futurs qui solidifient la gentrification. Avez-vous entendu? Après des attaques dégentrificatrices, des commerces de St-Henri continuent à fermer : Campanelli, le bar à jus de Shapiro, et l'épicerie du 3734. En voilà trois qui ferment dans la dernière année et demi.

La gentrification est une opération de déplacement, aux côtés de processus sur un temps plus long comme le colonialisme et l'incarcération de masse, que ceux au pouvoir utilisent contre quiconque fait obstacle au développement, au contrôle, et au "progrès". Nous sabotons les commerces gentrificateurs de nos quartier(s) pour les mêmes raisons qui en poussent d'autres à attaquer la police, à faire du sabotage contre les projets de développements industriels, à rendre les frontières incontrôlables, et à insulter les fascistes.

On nous dit que si on veut changer les choses, on a juste à aller voter, à écrire aux représentants élus, ou à manifester paisiblement, mais tout le monde sait qu'il ne faut pas croire à ce mensonge usé. Nous désirons changer infiniment plus qu'il ne sera jamais possible en performant le rôle du bon citoyen ou en obtenant une bonne couverture médiatique pour une liste de demandes adressée à ceux au pouvoir. Les canaux "légitimes" offerts par cette société peuvent amener des réformes par rapport à certains détails spécifiques reliés aux systèmes d'oppressions, mais elles ne font rien pour démanteler les systèmes d'oppression eux-mêmes, et ces canaux sont souvent conçus pour que nous soyons plus dépendant face à eux. Voilà pourquoi nous refusons le dialogue avec les commerces gentrificateurs, et que nous allons plutôt briser leurs fenêtres et leur marchandise. Des actions qui ont un impact direct sur notre environnement, sans la médiation des politiciens et de leur monde. Dans une société où la valeur de la propriété est plus grande que celle de la vie, nous devons détruire la propriété pour pouvoir vivre.

Tanné.es des réunions inutiles ou de rester assis.es à la maison devant votre mur Facebook? Essayez une balade nocturne avec un.e ami.e, un masque et une massue. C'est possible d'attaquer, peu importe qui vous êtes, et si vous faites attention vous pourriez faire beaucoup sans vous faire prendre – pour lire des conseils, allez regardez cette [recette pour des actions nocturnes](#). Rendons St-Henri hostile aux commerces yuppies, aux développeurs, à la police, et aux riches qu'elle sert!

[Publié sur [Montréal Contre-Information](#)]

How Angry People Are Fighting Gentrification in Montreal

The post [How Angry People Are Fighting Gentrification in Montreal](#) appeared first on [It's Going Down](#). As rising housing prices push more of us into difficult situations here in Hamilton, it can be hard to find inspiration for how to fight back against gentrification. But just down the 401, anarchists in Montreal have been developing a practice of direct action against businesses involved in gentrifying their neighbourhoods over the past several years. Focused on Hochelaga in the east and Saint-Henri in the south-west, a variety of

strategies have emerged that share a common goal of making the territory inhospitable for businesses that try to attract a rich clientele to working-class areas.

Starting in 2010, there have been a steady stream of [attacks against surveillance cameras](#). [By destroying the cameras](#), anarchists challenge the logic of surveillance – who does it actually make safer – and also make it easier to attack other targets in the neighbourhood. The early attacks in Montreal [used a fire extinguisher filled with paint](#) and a [communique that circulated in December 2016](#) showed a masked up person wearing a string of destroyed cameras as a necklace.

[In Saint-Henri in May 2015](#), the grand opening of a juice bar was interrupted by a masked crowd that threw a smoke bomb into the venue and then attacked the owner with pepper spray when he attempted to intervene. This tactic of mass, open attacks against prominent gentrifiers shows clearly that the rich are vulnerable and the police can't stop a determined group from attacking them. Still in [Saint-Henri, in May 2016](#), a de-gentrification action collectively pillaged a fancy food store in the area and redistributed the food to local residents. Back in Hochelaga, [a march on Halloween 2016](#) distributed candy to people in the neighbourhood, while also painting dozens of tags against gentrification and the police, who, when they arrived, were driven back with rocks. Mass resistance breaks the spell of peaceful acceptance of development and gentrification, and helps us shake off the fatalism and despair that they inflict on us.

There have been some attempts at similar actions in Hamilton: last June, a group of about thirty people [confronted a tour of real estate investors](#) called Try Hamilton. Using chants and a barrage of gross stuff, they showed that there will always be resistance to those who try to get rich by pushing people from their homes. Their commitment to self-defense against the police meant that, like in the Montreal actions above, no one was arrested.

There have also been a large number of clandestine attacks against high-end and pro-gentrification businesses in Saint-Henri and Hochelaga. These actions have featured many broken windows and much graffiti, with a preferred tactic being the use of [paint-filled fire extinguishers](#). In November 2016, [a communique circulated](#) calling to go beyond attacking the exterior of these shops: the windows of three stores in Hochelaga were broken and then a fire extinguisher was used to coat the interior with paint. The communique read, *“By destroying these windows and ruining this merchandise with paint, we engage in an act of war. We will not let these boutiques install themselves here peacefully. This facade of peace is nothing more than an attempt to make invisible the war in progress against poor and marginalized people.”* A similar action against a [clothing store in Saint-Henri in 2015](#) was claimed as part of [Black December](#), a call by international anarchist prisoners to attack symbols of domination that was also answered in Hamilton by graffiti on the Barton Jail.

Throughout, there has also been a consistent effort to publicize anti-gentrification actions and circulate counter-narratives about development. Following a June 2015 attack on a restaurant in Hochelaga that is themed around macho imagery, a [poster circulated queering and parodying the restaurant's logo](#) and explaining why expensive restaurants are not welcome in the area. In December 2016, a [poster went up in Saint-Henri](#) about local historical figure Louis Cyr, whose image has been commercialized by an expensive restaurant in the neighbourhood that had been [attacked several times](#) in the preceding two years. Parasitic entrepreneurs will try to commodify aspects of local culture and history in advertising campaigns to sell the neighbourhood to outsiders. What does this look like? Think all the discourse about steel or industry by gentrifiers in Hamilton, like the Cotton Factory or Seed Works. These redeveloped industrial spaces brand themselves using elements of local labour and popular culture to attract yuppie offices and events. This is only a small sample of the actions that have occurred, but they show that with determination, we can find the means to resist. Although it can seem hopeless,, in an [interview with Submedia in December 2016](#), two anarchists who participated in some of the above Montreal actions said:

“[Gentrification] can seem inevitable, and maybe it is, but it's still worth the effort to struggle against it and not

just roll over. In the unbearable world we live in, I feel that my life can find a sort of meaning if I fight back."

For more information about actions in Montreal: [Montreal Counter-information](#)

Want to know more about what gentrification is and its history in Hamilton? Check out the text "[Now that it's Undeniable: Gentrification in Hamilton](#)".

Chili

Santiago, Chile: Anarchists erect barricades in solidarity with the two murdered Mapuche activists

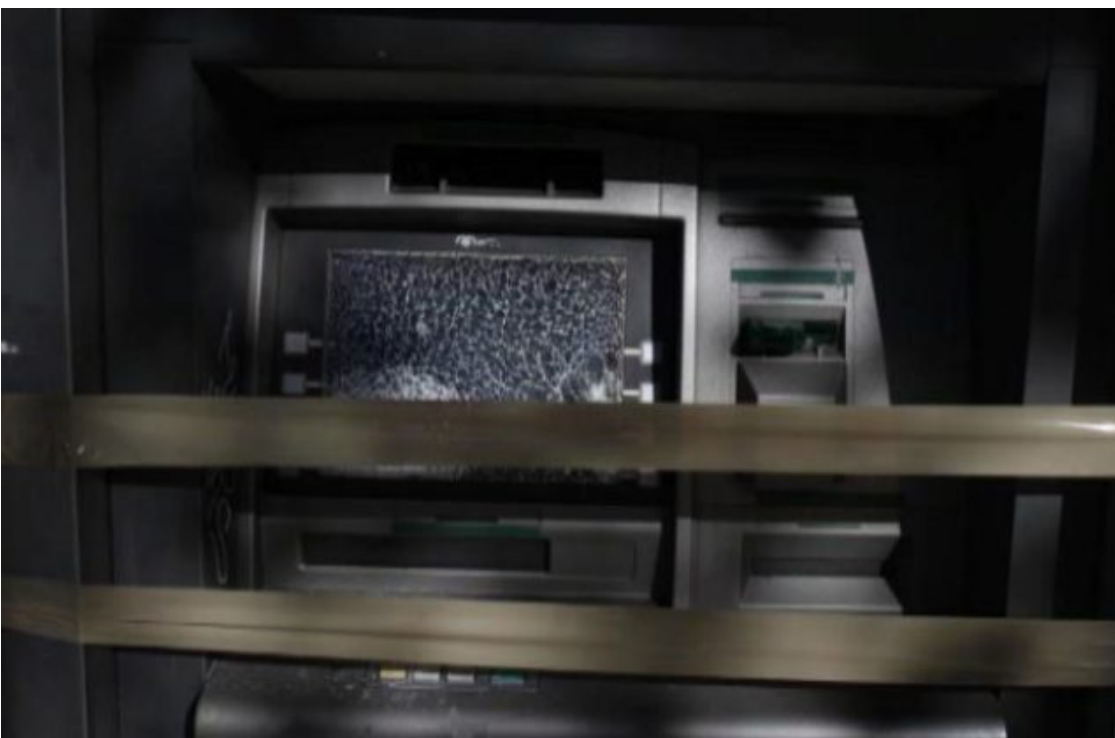
June 14th, Santiago, Chile. About a dozen encapuchadxs (hooded ones) blocked traffic, distributed leaflets and raised banners outside the Metropolitan Technological University in solidarity with the Mapuche who were murdered in the south during a land reclamation action. "The weichafes (warriors) Luis Marileo and Patricio Gonzales will be avenged with blood." A leaflet left at the scene reads: **"No action without a response, resistance is not terrorism. Weichafes and subversives on a war footing against capitalism. POPULAR JUSTICE NOW!"**



Espagne

Madrid, Spain – Attack against a Bankia branch in solidarity with the compañera sentenced for bank robbery in Germany

On the night of June 7th, an explosive-incendiary device was placed in a branch of Bankia located in the Mirasierra colony of Madrid, disturbing the tranquillity of the upper-middle class people that reside there. This urban area is



populated with chalets and mansions that are covered with CCTV and private security patrols, far from the misery that cements the standard of living of its inhabitants.

This action was carried out after we heard about [the sentencing of our compañera for expropriations in Germany](#), we send her all the warmth of our fire.

We also frame our action in the context of the call-out against the G20 financial summit in Hamburg.

Tonight our anger and disgust also erupted at the impotence of daily life, with an attempt to escape the passivity and give back some of the violence that we live under. We are fed up with the comfort of programmed life and political activity, which is also programmed; We want to embrace with this act all those who have fallen in action and fight to the death against all that keeps us in passivity.

Let the solidarity between anarchists be more than just written words! For Anarchy!

[Insurrection News](#)

France

Besançon, France : Slogans hostiles au chef du gouvernement en visite

Ce vendredi 16 juin, le premier ministre se rendait à Besançon pour une petite visite du centre-ville, mais aussi de l'école privée d'ingénierie informatique promouvant le mérite et la réussite, « l'Access Code School », localisée en plein coeur du quartier populaire de Planoise. D'après la presse, plusieurs tags hostiles [1] au nouveau gouvernement sont venus recouvrir la façade extérieure de l'établissement au cours de la nuit. [1] dont on ne connaît pas le contenu; Les gratte-papiers du pouvoir précisent seulement que ces slogans ont été réalisés « par des militants d'extrême-gauche ».

Rencontre débat à St Etienne : comment se renforcer face à la police et à la justice ?

Suite à un premier rendez vous en mai, voici un deuxième moment de discussion et d'échanges.

Lors de mouvements de contestations, au cours de luttes auxquelles nous pouvons participer, ou dans notre vie de tous les jours, nous pouvons être confronté-es aux flics, et à la justice.

Ceux-là ont pour fonction de réprimer, de faire disparaître la déviance et la contestation... pour que chacun-e accepte le monde tel qu'il est.

Interpellation, convocation, garde-à-vue, procès, incarcération...

Dans ces situations on ne sait pas toujours ce qu'il est possible de faire, ce qui nous rend encore plus vulnérables.

La peur et l'isolement nous affaiblissent aussi.

C'est pourquoi nous proposons un temps d'échange et de discussion, pour partager nos expériences et nos réflexions.

Nous ne sommes pas des spécialistes et ne voulons pas non plus déléguer ces questions à des spécialistes, car nous pensons qu'elles font partie des luttes.

Nous voulons mettre en avant la résistance à la répression, la solidarité, l'autonomie dans nos pratiques et nos luttes, et des fonctionnements anti-autoritaires.

Rencontrons-nous pour évoquer nos expériences, questionnements, afin de nous enrichir mutuellement, et nous renforcer !

Comment se renforcer face à la police et à la justice ?

Mardi 20 juin de 19h00 à 21h30

Rdv sur le quai de la gare du clapier

Piégros-la-Clastre (Drôme) : Votre monde est notre terrain de jeu [MAJ 18/06 : la revendication]

Indymedia Nantes / dimanche 18 juin 2017

attaque incendiaire pylone juin dangereux

On ne se sent bien nulle part.

On ne se sent bien nulle part car agressées partout.

Aggressés car ce qui n'est pas encore bétonné est soigneusement entreposé, étiqueté, ou poussé en rang et devrait encore nous faire sourire.

Aggressés car chaque part de ce qui nous entoure tend à devenir un produit; mesurable, adaptable, consommable, vendable.

Aggressées car de par nos actes chaque jour nous soutenons ce mode de vie que ce soit par facilité ou contre notre volonté.

Aggressés car on nous vend ce système qui coule emportant toute vie avec lui en collant un sticker vert éco-responsable dessus. On construit des villes et des missiles nucléaires mais on nous sermonne en nous matraquant qu'il est impératif d'utiliser des ampoules basse consommation.

Aggressées car on voudra nous faire croire que la normalité c'est d'être actionnaire de sa propre misère.

Nous assistons à un désastre où le règne du superficiel nous noie sous un flot d'informations et un horizon plastifié.

A propos d'informations: les pylones qui poussent un peu partout sont des points névralgiques et vulnérables parce que ce sont des points de concentration des flux et parce qu'il suffit de quelques litres d'essence pour les endommager gravement.

C'est pour ça qu'après une randonnée nocturne dans la forêt nous nous en sommes pris aux antennes relais de piégros la clastre. Une fois avoir coupé les grillages et forcé le local technique on a incendié tout ce qu'on a pu. La tristesse et l'agression ce sont alors transformées à ce moment là en joie et en

sourires complices. Ce monde nous dégoûte, nous n'en attendons plus rien. Ne voulons rien en garder. Nous voulons juste y jouer pour accélérer chaque fois un peu sa destruction.

Il y a la grande autoroute de la vie qui est toute tracée direction le péage, l'âge adulte, les responsabilités, être des hommes, être des femmes.

On nous laisse aussi l'alternative de prendre les nationales. La vie d'artiste, les paniers bios et la bonne conscience qui va avec.

Nous refusons toutes les routes.

Nous voulons sortir des chemins. Parce que ça fait peur, parce qu'on doit inventer le sentier dans l'obscurité en se donnant les mains, parce qu'on veut rester des gosses sauvages et joueur.

Bien sûr on risque de se perdre, d'être couvertes d'épines, d'avoir faim ou froid.

Peu nous importe, au moins nous sommes vivantes.

Ainsi notre solidarité s'exprime aux personnes pour qui les dominations ne sont pas seulement des cibles extérieures à abattre mais aussi des réflexes ancrés en nous qu'il est toujours aussi urgent d'attaquer.

Nous ne trouverons pas la liberté dans des futurs hypothétiques mais dans des chemins de révoltes à vivre au quotidien.

Pour [un mois de Juin dangereux](#).

Pour une vie dangereuse.

Votre monde qui s'écroule est notre plaine de jeu.

Des enfants avec des allumettes.

Pour ceux et celles qui voudraient lire la prose des journaliers, même quand il y a une revendication claire :

France Bleu / jeudi 15 juin 2017

45000 foyers drômois sont privés de téléphone portable et de télévision via TNT. Les pylones de TDF (Télévision de France) et de tous les réseaux de téléphonie mobile ont brûlé à Piégros-la-Clastre la nuit dernière. La panne concerne la vallée de la Drôme et le Diois.

Pour les enquêteurs, aucun doute : c'est bien un geste criminel qui est à l'origine des incendies. Les antennes sont très difficiles d'accès, en pleine forêt, sur les hauteurs du village de Piégros-la-Clastre. Elles se trouvent dans un enclos sécurisé, fermé à clé, et qui a été fracturé. Les gendarmes ont aussi trouvé sur les lieux du sinistre des traces de produits activateurs d'incendie, type carburant ou alcool à brûler. Les analyses devront préciser la nature exacte de ces produits.

Que ce soit TDF ou les opérateurs de téléphone portable, Free, Bouygues, Orange ou SFR , tout le monde est catastrophé : jamais des pylones n'avaient été endommagés à ce point. Le feu a entièrement détruit les câblages électriques et informatiques. Il y a au moins 200.000 euros de dégâts. 45.000 foyers sans télévision via TNT, plus de réseau de téléphonie mobile de Crest à Die en passant par Chamaloc... les équipes de réparation sont face à un véritable casse-tête. Les réparations ont démarré dès ce jeudi matin mais il sera impossible de tout reconnecter rapidement.

Reste aussi à déterminer qui est à l'origine de cet incendie criminel. L'enquête est en cours mais impossible de ne pas faire le lien avec les militants libertaires qui ont déjà [incendié les locaux d'Enedis à Crest](#) il y a une semaine. Ces anarchistes l'ont revendiqué il y a quelques jours sur internet. Le groupuscule s'oppose notamment à « toutes les sociétés » où l'être humain est forcément dominé.

Le Dauphiné / jeudi 15 juin 2017

« Ce sont **environ 1000 clients qui sont impactés sur la Vallée de la Drôme**, rapporte Fabrice Cros, chargé des relations avec la presse Chez Orange, joint par nos soins. La 2G, 3G et 4G ne fonctionnent plus dans de nombreuses communes du Diois et sur la Départementale qui relie Crest à Die. Notre centre de supervision est en alerte et nous étudions toutes les solutions pour rétablir le réseau de manière provisoire avant d'évaluer précisément les travaux à réaliser... »

Selon nos informations, le préjudice de l'incendie de cette nuit s'élèverait à plus de 200 000 euros.

Depuis 1 heure du matin, les clients abonnés au réseau SFR de plusieurs communes du Diois sont privés de téléphone portable. Il s'agit des communes de Die, Vercheny, Aurel, Ombrière, Bouvante, Chamaloc, Saillans, Eyglouy, Châtillon-Diois Plan-de-Baix, Col de Rousset et Serre Nerpol, une petite commune située dans le sud Gresivaudan (Isère). Contacté par nos soins, le service de relation presse de l'opérateur SFR indique que ses équipes de techniciens sont sur place pour évaluer les dégâts et mettent tout en œuvre pour « rerouter » le réseau vers un réseau national. Pour l'heure, il est impossible de prévoir une remise en fonction. »

Radio, télévision numérique et téléphonie portable sont donc très fortement impactées depuis ce matin dans la vallée de la Drôme et le Diois. Le retour du service risque d'être un peu long vu l'ampleur des dégâts.

Les deux pylônes TDF et ITAS TIM de Beaufort-sur-Gervanne/Puyjovent, sur la commune de Piégros-la-Clastre, qui diffusent la TNT dans la vallée de la Drôme mais aussi relaient les flux des opérateurs Orange, Bouygues et SFR ont été entièrement détruits selon les premières constatations des gendarmes. Colonnes de câbles, armoires de raccordement et baraquement abritant l'alimentation électrique et la commande informatique des pylônes ont été fortement endommagés par un incendie criminel. L'enquête est en cours.



Cette nuit, un incendie criminel a détruit une partie des installations de l'émetteur TNT de Beaufort-sur-Gervanne/Puyjovent, sur la commune de Piégros-la-Clastre, dans la vallée de la Drôme.

À cette heure on ne sait pas encore lequel des deux pylônes supportant chacun une antenne-relais TNT a été visé, ou si l'intégralité des installations a été détruite. Un pylône (appartenant à TDF) diffuse les multiplex R2 et R3, un autre équipé par le groupe ITAS TIM (et financé en partie par les collectivités du territoire) les multiplex R1, R4, R6 et R7. Bref, l'intégralité des flux TNT sont ainsi diffusés à 45 000 foyers de la vallée de la Drôme. [...]

mutineries de Valence: »ils s'en foutent qu'un maton soit pris en otage. ».. mais qu'on détruise la prison, ça c'est autre chose

haro-grenoble.info

dimanche 18 juin 2017

Le 7 juin à Rennes, au cours d'un procès contre un manifestant poursuivi pour jet de projectiles, deux personnes venues témoigner sont reparties avec les [menottes](#). Il y a quelques mois, lors de la première audience du procès de la mutinerie de Valence, la salle avait été interdite aux soutiens, et deux personnes interpellées à l'extérieur. De nos jours, la frontière entre les accusés et les autres se fait de plus en plus floue...

Mercredi 14 juin à Grenoble se tenait l'appel du procès de Romain, poursuivi pour la mutinerie du QMC (« Quartier Maison Centrale ») de la prison de Valence, qui a eu lieu en novembre 2016. La salle, cette fois, était comble de soutiens. À l'exception d'une personne : le bâtonnier venu surveiller maître Ripert, dont c'était le retour à la barre. Le malheureux bâtonnier, parce qu'il s'était assoupi, a d'ailleurs été réveillé en sursaut par celui qu'il avait empêché de plaider depuis des [mois](#).

De son côté, Romain a rappelé ce que veut dire la prison pour lui : son père est mort en prison, sa mère encore incarcérée. Lui n'est pas libérable avant 2040, à quelques années près. Nous avons interviewé les camarades de l'Envolée venus le soutenir. Ils reviennent sur cette mutinerie, et surtout sur ce qu'elle visait : la réalité des QMC. Merci à eux.

Rappel des faits

Fin novembre 2016, il y a eu une mutinerie dans la nouvelle prison de Valence, qui a ouvert en 2015 avec trois unités : une maison d'arrêt, un centre de détention et un « quartier maison centrale » (QMC). **Cette mutinerie c'était la deuxième, il y en avait eu une un mois avant, avec prise d'otage, faite par trois autres gars qui sont déjà passés en procès et ont pris trois ans de prison en plus de leur peine initiale.** C'est la prise d'otage qui justifiait la lourdeur de la peine.

La deuxième mutinerie était collective, même si il y a toujours un départ, dans ce cas avec deux personnes qui ouvrent les portes des cellules, et ensuite une destruction assez importante des bâtiments du QMC. Seuls Romain et José ont été désignés comme meneurs et poursuivis : Romain purge déjà une peine énorme, José lui était en fin de peine.

La première instance a eu lieu à Valence en mars, et on avait déjà fait un appel à soutien, c'est à dire à se

déplacer au procès. C'est important dans les cas de procès pour mutinerie il y ait du monde pour que les gars se retrouvent pas seuls dans les prétoires, avec une présence importante de matons, de syndicats de matons, et très peu de gens de leur côté. L'ambiance de la salle change toujours beaucoup de choses. Quelques fois ça influe sur les décisions, mais c'est pas la principale raison.

Déclencher une mutinerie c'est pas un jeu, c'est pas un truc que tu fais en rigolant. Tu sais que tu prends beaucoup de risques, tu sais que tu vas le payer cher, d'abord sur le moment, et ensuite parce que ça va te rajouter des années de placard. Donc si en plus tu te retrouves plongé dans la solitude après, il y a peu de chance pour que dans ta vie de prisonnier tu aies encore envie de résister, de lutter. Tu as besoin de force au moment du procès. Au moins donner ce regard là pour nous ça a toujours été quelque chose d'hyper important.

Première audience à Valence : le huis clos forcé.

À Valence, le tribunal avait été interdit d'accès par les flics à tout le public, c'est devenu un procès à huis-clos, ce qui est exceptionnel et quasiment illégal. Ils ont fait rentrer les matons, deux personnes de l'observatoire international des prisons parce qu'ils présentent bien, un journaliste ou deux. Le reste, ils les ont non seulement empêché de rentrer, mais après ils les ont chargés. Il y a eu bagarre, et deux personnes ont été inculpées pour outrage et rébellion.

Le proc avait demandé une peine complètement dingue de huit ans, alors qu'il n'y avait eu aucune violence physique, il n'y a aucun blessé, mais bien destruction de matériel. Ils ont écopé de cinq ans. La lourdeur de la peine s'explique parce que c'est beaucoup plus imaginable pour les détenus de faire un mouvement comme celui-là. Une prise d'otage tout le monde ne peut pas le faire. Alors que péter du matériel ensemble c'est quelque chose de beaucoup plus sympathique, dans le sens étymologique du terme. C'est ça dont l'administration a peur. L'atteinte au QMC est donc plus sévèrement punie que l'atteinte au personnel pénitentiaire, ils s'en foutent qu'un maton ou deux soient pris en otage. Par contre qu'on détruise la prison, ça c'est autre chose ! Cette peine c'était pour l'exemple.

Appel à Grenoble : le plein de soutiens.

Ils ont fait tous les deux appel, malgré le risque que la peine s'alourdisse. Cette fois, c'est Bernard Riper qui a repris le dossier, cet avocat qui avait été interdit d'exercer après un conflit au sein avec l'institution juridique [lien Haro]. La cours de cassation a finalement cassé le jugement qui lui interdisait d'exercer, et c'était donc son retour, il l'a d'ailleurs bien fait remarquer. Il défend Romain gratuitement, même pas d'aide juridictionnelle, pour lui c'est important. Donc pendant que se préparait la défense juridique, l'appel au rassemblement de soutien a été diffusé, ce qui a fabriqué cette journée du 14 juin.

C'était pas du tout la même ambiance qu'à Valence, la salle était pleine de soutiens, et il y avait encore du monde dehors. Romain a réussi à jamais se laisser désarçonner par un président qui semblait ne rien comprendre, qui lui coupait la parole tout le temps, et n'écoutait pas ses réponses. Romain a fait des comparaisons avec d'autres situations, par exemple les ouvriers qui occupent leur usine en menaçant de tout faire sauter avec des bonbonnes de gaz. Il a rappelé que quand on est poussé à bout, quand les mots ne sont plus jamais entendus, il reste les actes. Ça fait six mois que les détenus demandaient un certain nombre de choses dans ce QMC et qu'ils n'étaient jamais entendus, jamais.

Pendant l'audience, Romain s'est exprimé sur la situation en QMC, et Riper a plaidé à la fois contre la logique pénitentiaire, et pour démonter complètement les accusations. Il a soulevé la question de la responsabilité individuelle ou collective, qui nous concerne tous d'ailleurs, puisque lorsque les lois anti-casseurs étaient en vigueur, une personne qui se trouve à proximité d'une autre qui commet une infraction est aussi responsable. Mais en ce moment le droit français ne le permet pas, or Romain et José sont poursuivis pour des faits qu'ils n'ont pas commis, comme l'incendie. Dans ce cas là il aurait fallu un procès pour tous les détenus du QMC, et ça l'administration n'en veut pas : elle préfère un procès des meneurs, que le procès d'une prison, forcément politique et médiatisé. Ils l'ont fait deux fois, pour l'incendie de la centrale de Saint-Maur, et celui de la centrale d'Ensisheim, et ils s'en sont mordu les doigts !

Le procureur a demandé le maintien de la peine de cinq ans supplémentaires, mais on peut espérer qu'elle soit revue à la baisse. À la fin romain a remercié les gens venus le soutenir, et il a vu toute la salle se lever, mais toute ! Et applaudir, il était hyper touché. Dans ces moments, tu repars de là avec de la force.

Derrière la mutinerie : le QMC

QMC ça veut dire « quartier maison centrale », et c'est prévu pour des gens qui ont des peines très longues, 20, 25 ans, ou perpétuel. Ils en fabriquent de plus en plus, il y a des prisons entièrement conçues comme ça, et d'autres où il y a des QMC à l'intérieur, comme une enclave, une prison dans la prison. C'est des quartiers extrêmement sécuritaires, qui ressemblent aux vieux quartiers de haute sécurité (QHS), sauf qu'ils sont technologiquement bien plus développés, c'est comme un donjon dans le château fort (sauf que c'est pour

enfermer et non pour se protéger). Imagine : il y a cinq matons pour un prisonnier à chaque fois qu'il sort de sa cellule.

Ensuite, se joue à l'intérieur de ces QMC des rapports de force entre les prisonniers et les matons. À Condé-sur-Sarthe, qui est la plus grosse prison sécuritaire en France, dans un des bâtiments, en deux ou trois ans, ils ont réussi à imposer un rapport de force tel qu'ils arrivent à aménager tout ça, à avoir un petit peu d'air (des petits espaces de cuisine collectives, une salle de sport, des cantines pas trop chères). Si tu n'y arrive pas, c'est impossible de vivre dans ces conditions avec une peine de trente ans : tout le temps enfermé, très peu d'activité, pas d'espace où parler aux autres prisonniers, ce qui te fait tenir quoi.

À Valence, pendant six mois, les détenus ont écrit partout, au contrôleur des prisons, à l'OIP ; ensuite ils ont fait des sittings dans la promenade, des refus de plateaux une pétition à 25 signatures (note d'un soutien du laboratoire), jusqu'au jour où ils ont dit « si c'est comme ça on va péter le QMC ». Ils l'ont dit avant de le faire. Tout le monde savait qu'ils allaient le faire, c'était prévu. Même les matons en avaient marre de cette situation, et poussaient à ce qu'il se passe quelque chose. Je pense même que la date était connue.

Cette mutinerie c'est pas un coup de sang, ça se voit à l'attention qu'il y ait pas de blessé, pas de mort, de brûlé (les lances à incendie ont été ouvertes). En QMC ils sont très peu nombreux, à Valence ça représente peut-être une quinzaine de personnes, ça donne une idée de la mutinerie : c'est pas un mouvement de foule, c'est seulement quatre cellules détruites. Mais un gros symbole. Après cela, Romain et José ont été désignés comme meneurs, Romain a été transféré au quartier d'isolement de Moulin pendant plusieurs mois (où tu ne vois personne, que des matons), puis au QMC de Condé-sur-Sarthe. À Valence, depuis la mutinerie, ils tiennent le QMC serré. **tout les prisonniers du centre pénitentiaire et les familles des prisonniers(il y a eu un contrôle énorme (50 policiers contrôlent des proches des prisonniers (7 arrestations avec un procès bientôt) au parloir des familles géré par le [groupe Gepsa](#)**

Le procès des longues peines

Pendant le procès, Romain s'exprimait en son nom, mais il disait aussi « nous les longues peines des prisons françaises », en expliquant que ces conditions de détention invivables étaient imposées aux longues peines. Le fait est que l'administration met des peines de mort, c'est à dire des peines très longues, en pensant qu'il va être possible de les « gérer », comme ils disent, mais c'est impossible. Ils s'en foutent, ils continuent d'augmenter l'échelle des peines. Les QMC sont une conséquence de l'allongement des peines de prison.

Pour gérer les longues peines, on a fabriqué des QMC où il n'y a pas beaucoup de prisonniers, qui sont isolés. Si tu es en QMC tu croises cinq ou six prisonniers à ton étage. Et quand il y a un mouvement à un étage, celui d'en dessous reste bloqué, donc tu n'as aucun rassemblement qui permette de t'organiser. Il y a aussi des moyens technologiques de fous, qu'ils n'ont pas les moyens de mettre dans toutes les prisons : des sas démultipliés, des caméras partout. Il est même question de mettre des caméras dans certaines cellules : ils l'ont fait comme mesure exceptionnelle pour Salah Abdeslam (impliqué dans les attentas de Paris en 2015) à Fleury, et ils risquent de vouloir étendre cette mesure, c'est toujours comme ça que ça se passe.

Dans ces QMC, dès qu'il y a quelqu'un qui fait mine de quoique ce soit, il ne sort plus qu'entravé, menotté, encadré. Il y a des gars en ce moment qui ne sortent de leur cellule que pour aller prendre la douche, et qui prennent la douche avec cinq matons casqués et armés de boucliers autour d'eux. Ils ont aussi fabriqué un bureau de renseignement pénitentiaire, relié au système de renseignements français, et ils font des enquêtes sur les potentiels mutins ou candidats à l'évasion. Ce délire là, il naît de la distribution de longues peines, et il est sans fin.

Les QMC sont les nouveaux QHS, mais ils sont pire : à l'époque des QHS, tu faisais quinze ans de prison, même Mesrine a été condamné à vingt ans de prison, c'était le grand maximum. Aujourd'hui c'est une rigolade, avec en plus des peines de sureté, donc aucun aménagement pendant un temps très long donné par le tribunal. Et quand il y a mutinerie, ils répondent par la violence d'une part, et ils rallongent encore les peines de l'autre. Ce qu'ils n'aiment pas du tout, c'est ce qu'il se passe à Condé-sur-Sarthe : ils ont peur quand le rapport de force les oblige à laisser de l'air aux prisonniers

note : des suppléments sont proposés sur cette page

Gaillac (Tarn) : Quelques flammes en solidarité

Indymedia Nantes / lundi 19 juin 2017

Dans la nuit du 18 au 19 juin, à l'aide de quelques allumes feu, nous avons mis le feu à deux véhicules

appartenant à la mairie de Gaillac.

Cet acte n'a rien à voir avec les élections législatives, dont on se fout.

Ce n'était pas cette mairie en particulier qui était visée.

Tous les jours sont opportuns pour attaquer le pouvoir, quel qu'il soit.

Ceci dit, on se sent tout de même un peu menacées par l'installation future de caméras de surveillance par Gausserand, maire de Gaillac ; on ne se laissera pas contrôler, étouffer, sans réagir. Il y aurait beaucoup à dire à propos de la vidéosurveillance, nous nous limiterons à affirmer qu'elle fait partie des innombrables moyens de limiter les mouvements de celles et ceux qui ne baissent pas la tête face à l'autorité. Et parfois, participe à les envoyer en taule.

Gros bisous, (pour peu que vous y consentiez) à celles et ceux qui gardent la tête haute dans les moments difficiles.

Kara et Krem, accusées d'avoir cramé une caisse de flics l'année passée.

Damien dont les correspondances nous font toujours plaisir.

La compagne espagnole, qui est sortie du tribunal le poing levé lorsque la sentence de 7 ans et demi lui est tombée dessus.

Aux anarchistes italiennes, qui malgré la violence de la répression continuent à se battre.

On espère que celles et ceux qui courent continueront à le faire encore longtemps.

Pour un juin dangereux.

On n'Abadie-ne pas avec le nucléaire !

Mardi 13 juin, Pierre-Marie Abadie, le directeur général de l'Agence pour la gestion des déchets radioactifs, était accueilli dans les locaux de la revue Passages, situés dans une petite ruelle du riche 6^e arrondissement parisien, pour parler de Bure et du projet de stockage Cigéo devant un parterre de nucléocrates conquis. Un groupe de bruyant.es enfarineur-euses a donc profité de l'occasion pour témoigner de sa solidarité avec les hiboux du Grand Est. Petit récit d'action.

Si l'on manquait encore d'exemple de l'extrême collusion (pour ne pas dire confusion) entre les industries du nucléaire civil et militaire, Pierre-Marie Abadie en est un bon. Ce polytechnicien décoré de l'ordre du mérite (s'il vous plaît !) a en effet travaillé comme conseiller pour les affaires industrielles auprès du ministère de la Défense et piloté des programmes d'armement, avant de prendre la tête de l'Andra en 2014. Certes ses collègues du centre Meuse – Haute-Marne (les Baillet, Mazoyer et autres Emmanuel Hance) l'ont un peu dépassé en réputation ces derniers mois, mais ce nucléocrate au costume austère et au regard vitreux n'en méritait pas moins sa petite demi-heure d'attention. Nous nous sommes employé.es à réparer l'injustice.

Fragments d'un discours amoureux (du nucléaire)

Comme nous aussi nos projets ont des phases pilotes, ce sont d'abord deux citoyennistes embusqués qui tâtent le terrain aux abords de la librairie Passages pour mieux cerner le public et l'ambiance. Cette première étape est l'occasion rêvée de voir défiler toute une clique de nucléocrates plus ou moins condescendant.es. Si vous n'avez jamais assisté à une réunion du lobby nucléaire, cela en vaut la peine. La chose a comme une odeur de vieille fRance...

Il y a d'abord cette bourgeoise en chapeau, médecin en santé publique, qui nous explique que, contrairement à nous, elle « *vient d'une famille qui a fait la France* » et que son père « *a construit des écoles en Algérie* » ; mais aussi – preuve qu'elle n'a rien à nous envier ! – qu'elle pourrait se passer du nucléaire car elle « *a été scout* », « *sait faire du feu* » et « *ramasser des pissenlits* » : de la graine de zadiste, on vous dit. Et puis derrière elle il y a cette cohorte de nucléocrates retraités dont l'âge n'a en rien entamé l'amour inconditionnel de l'atome : ex-responsables du CSM, de l'IRSN, du CEA, de l'ASN, de ceci ou de cela... toute une enfilade de technocrates sur le retour, à peine rajeunie par la présence de quelques chargés de projets chez EDF, d'une journaliste, et de deux ou trois étudiant.es égaré.es.

Les discussions avec tout ce beau monde sont indigestes. Certain.es s'illustrent néanmoins par leur honnêteté – et leur cynisme –, comme celui qui nous déclare qu'« *il n'y a pas de problèmes des déchets radioactifs, seulement un problème d'acceptation* », ou encore que « *oui, c'est vrai, il y a eu un programme de recherche visant à déposer les déchets au fond de l'océan. Mais écoutez-moi, vous allez bondir, mais c'était le meilleur endroit où les mettre : on a dû arrêter parce que c'était mal accepté par l'opinion publique* ». D'autres brillent

davantage dans la contradiction, comme celui qui nous vante la « parfaite légitimité démocratique » de l'industrie nucléaire, acquise par trois décisions parlementaires étalées sur une vingtaine d'année, tandis que son voisin sanglote que « *le problème, c'est que tout le monde est contre... alors que c'est fiable* ». Mais s'il n'y a pas de légitimité démocratique ou de transparence, c'est parce que « *malgré tous [leurs] efforts pour organiser des débats publiques, il y a toujours des voyous pour les empêcher d'avoir lieu ou les censurer !* » Enfin, on a le spécimen du nucléocrate paternaliste : « *Le WIPP je l'ai visité, et je peux vous dire, je suis prêt à y retourner, et même à y emmener les enfants, c'est sans risque* ». Un autre se vante de l'avoir visité trois fois. « *Avant ou après l'accident ?* » demandons nous. « *Eh bien avant ! plus personne n'y va* »... Nous voilà donc rassuré.e.s.

En tout cas, tous et toutes affichent le même mépris des « idées » : eux sont des experts et les idées, chacun le sait, c'est bon pour les bolcheviques. D'ailleurs, s'il y a jamais eu le moindre souci avec le nucléaire, c'est parce que « *les Russes ont travaillé comme des cochons* ». Cqfd.

Contre la douce quiétude des nucléocrates : farine et vuvuzela !



Leur logorrhée s'est trouvée opportunément interrompue par l'enfarinage très réussi de Pierre-Marie Abadie (et d'un hippie en sarouel présent sur place), lequel arrivait nonchalamment devant la porte de la librairie sans se douter une seconde qu'on viendrait lui chercher noise à plus de 250km de Bure... « *De Bure à Paris, prends ta farine !* » Le groupe frappe, filme et se disperse instantanément tandis que le directeur de l'Andra, enfin blanchi de ses méfaits, demande un tract anti-Cigéo pour se donner une contenance. Mission accomplie.

La conférence commencera donc en retard et ne se déroulera au premier étage de la librairie que dans la cacophonie des percussions, trompes et slogans anti-cigéo. Eh oui, autant que la dispersion, le groupe maîtrisait le rassemblement bruyamment intempestif ! Une banderole est déployée et la vitrine de la librairie redécorée de quelques autocollants jaunes contre la poubelle nucléaire.

Nous n'avons peut-être pas assez pris le temps d'expliquer l'action à tou.te.s les passant.es, mais nous recevons quand même ici et là quelques questions intéressées et mots de sympathie, et le conducteur d'un scooter salue la banderole d'un coup de klaxon. A l'intérieur de l'immeuble, les nucléocrates enragent, et nous rions de les imaginer.

De Paris à Bure : résistance, sabotages, enfarinages !

Petits vandalismes en milieu urbain

« *À défaut de faire des gros dégâts, ça fera demain matin quelques personnes qui ne bosseront pas.* »

Comme on s'ennuyait un lundi soir dans la métropole asseptisée de Toulouse, on a décidé de flâner dans les rues équipées d'un petit tournevis et d'un marteau brise-vitre.

Nous avons crevé les pneus d'une douzaine de voitures sérigraphiées de constructeurs de taules, d'acteurs de la gentrification et de la communication: Orange, Eiffage, Engie, GRDF, SPIE, Bouygues, promoteurs immobiliers et architectes. Puis tant qu'à faire, lorsque l'occasion s'est présentée, nous avons éclaté deux sucettes de feu JC Décaux.

Les rues et les places ne sont plus des lieux de vie mais des lieux de passage et de consommation vidéosurveillés et fliqués. D'un même mouvement, nos vies sont de plus en plus numérisées, traquées et fichées avec l'élargissement des réseaux télécom'. On gerbe sur vos ramblas, on déteste votre contrôle, votre état de droit d'urgence et tou.te.s ceux qui y participent.

Ces petites promenades improvisées ne sont qu'une modeste contribution, un caillou dans la chaussure de nos ennemi.e.s.

Des schlagues dans la nuit

Lyon : Saccage des locaux des fascistes en marge de la manif du « Front social »

Tiré de la page facebook du groupe fasciste / Mardi 20 juin 2017

Extrait de leur communiqué :

Les locaux de l'Action française Lyon saccagés

Hier soir, en marge d'une manifestation d'extrême gauche et en l'absence de nos militants, nos locaux du 11 rue Adélaïde Perrin ont été la cible d'une attaque préméditée. L'intérieur a été saccagé et le rideau métallique protégeant la vitrine a été tagué : « Pas de fachos dans nos quartiers », signé d'un autocollant antifasciste. La porte a été enfoncée et l'intérieur des locaux témoigne d'un déchainement de violence impressionnant. Tout ce qui tenait debout a été défoncé au marteau : une bibliothèque remplie de livre, un pan de mur, une enceinte, un frigidaire, des tables, des chaises, un écran, une tireuse à bière, un cadre, et une vitrine.

Mais cet acte n'est pas isolé. Depuis plusieurs mois, le quartier d'Ainay, qui ne s'est jamais plaint de la présence de l'Action française rue Adélaïde Perrin, subit des dégradations et des tags signés « antifa ». Comme d'autres lieux dans Lyon dont la fresque des Lyonnais dernièrement.

Ni genre ni patriarcat : Anarchie !

« La bonne nouvelle, c'est qu'on peut changer les normes » « On sait ce que c'est l'argument de l'individualisation, y a rien de plus dépolitisant. Si on dit que chaque personne a son identité de genre ou son genre parce que chaque personne est différente, on ne fait même pas de politique, ni même de féminisme »

► **Sam Bourcier, Université de Toulouse II-Le Mirail, Décembre 2012**

On ne détruit pas un rapport de pouvoir en gardant et réformant ses institutions. Le genre soumet les individus

à des entités abstraites auxquelles ils devront se conformer. Cette hiérarchisation s'établit arbitrairement sur les *attributs génitaux*. C'est en présumant l'existence de sexes « fort » et « faible » que le patriarcat s'érige en norme. Les sciences et la médecine moderne ont repris cette bicatégorisation mais ne l'ont pas créée. En s'impliquant dans les protocoles de réassignation de sexe, les médecins ont défini au début du XXe siècle ce qui se nommait le « rôle de genre ». Selon eux, les enfants qui témoignaient d'une « ambiguïté sexuelle » devaient (et doivent encore) être identifiables comme « mâle » ou « femelle ». Ainsi, l'individu assigné au « bon sexe » devra être conforme aux rôles de genre et au comportement sexuel dominant (hétérosexualité). L'organisation sociale sexiste (le patriarcat) ne disparaîtra pas en arrêtant seulement de parler du genre, puisque cette forme de gouvernement et ses injonctions à la *féminité/ masculinité* ont été intériorisés. Répondre à son genre peut être terriblement frustrant et violent parce que notre existence est cantonnée dans des rôles et des comportements pré-définis. C'est au quotidien que les sexistes nous rappelle que nous devons être des « femmes » ou des « hommes », que nous devons correspondre à l'assignation de sexe imposée par les médecins. Lutter contre le sexisme c'est donc lutter contre tout ce qui nous réduit à un sexe.

Que veut dire « être une femme », que veut dire « être un homme », mais surtout « qui suis-je » ?

« J'affirme sans sourciller que ce que je suis intrinsèquement n'est que la somme de mes actes, de mes expériences, de mes choix et de l'exercice de mes responsabilités. Bien entendu, rien de tout cela n'est isolé du reste de la société ou des choix des autres individus qui la composent, et si cela influence mes choix, cela ne les détermine pas pour autant. »

► [Aviv Etrebilal](#)

Plusieurs féministes n'ont pas compris que le sexisme est une abjection produit par le genre et qui s'appuie sur la bicatégorisation de sexe. Lorsque Sam Bourcier nous dit que l'on peut changer les normes, il nous dit que le problème se trouve dans l'inégale considération entre les genres. C'est un propos réformiste qui ne vise pas à s'attaquer aux fondements-même de l'organisation sexiste. Or, lutter contre le patriarcat (qui ne se résume pas à la lutte contre le sexisme) veut dire lutter contre ses fondements mais aussi contre tous les rapports de pouvoir.

Pour les unes il s'agit de lutter avec « leurs sœurs » et pour d'autres il s'agit de lutter, mais pas seulement, avec « leurs cis-ters » (sœurs « cisgenres »). Or, un individu classé homme ou femme, qui a une possibilité de choix – si minime soit-elle –, et qui accepte une fonction d'oppression est un adversaire. Par conséquent, il ne sera pas simple de lui faire renoncer à ses intérêts car il peut jouir de cette fonction de pouvoir qu'il a naturalisé jusqu'à en ignorer ses propres souffrances.

Le travail, les foyers, la rue, les lieux de cultes, l'intimité, voire même les milieux anti-autoritaire nous empêche de vivre pleinement. Lorsque les réactionnaires patriarcaux appellent au nationalisme ou à la Foi, tous deux vecteurs de sexisme, ils ne font que mentir sur leurs intentions. Comment peut-on encore penser qu'ils puissent être susceptibles de transmettre un discours émancipateur, alors même qu'ils attribuent un rôle social et sexué aux individus ?

Sur le nationalisme d'un point de vue féministe, lire [Critique féministe du nationalisme](#)

Nous ne voulons pas plus de femmes au sein du monde patronal, nous ne voulons pas d'un capitalisme plus tolérant. Nous voulons détruire le capitalisme en affrontant ceux qui le rendent possible.

Ce système économique s'adapte en permanence aux contradictions qu'il produit. Parce que les individus classés femmes sont aussi exploités dans la division du travail, nous nous opposons aux assignations des métiers de *femmes* et d'*hommes*, excluant les personnes trans. Le travail n'a jamais été une libération ni pour les *femmes*, ni pour les *hommes*. Les féministes bourgeoises réformistes sont totalement déconnectées des réalités sociales et des mesures répressives qui pèsent sur les individus en situation de précarité. Aujourd'hui, ces féministes se battent pour la parité, c'est-à-dire pour l'égalité au sein de l'Assemblée Nationale, à la télé, dans la publicité, à la tête du gouvernement ou, plus exactement, pour maintenir un capitalisme prospérant sans menace. Chacun veut sa part du gâteau (marchand) et lutte pour conquérir le pouvoir.

Nous ne voulons pas de justice et de prisons plus « humaines », nous voulons les anéantir. Nous ne voulons

pas non plus d'un féminisme théo-compatible, nous voulons blasphémer contre toute divinité n'existant que dans « l'imaginaire social ». Nous ne voulons pas non plus d'un féminisme racialement puisque'il sert automatiquement des intérêts politiques identitaires, une vision du monde rétrograde qui ne fait exister l'autre que par sa prétendue race. Si nous voulons en finir avec ce monde, il nous faut refuser toutes ces catégories du pouvoir qui divise et assigne des identités fixes aux individus, mais pas moins illusoires. Refuser l'antisémitisme, toutes les formes de racisme et de xénophobie d'où qu'elles viennent : des fascistes, des conspirationnistes, des néo-staliniens, des nationalistes de gauche, des éditeurs qui publient des pamphlets antisémites comme par exemple « Les Blancs, les Juifs et nous... ».

Sur les Editions La Fabrique et les « théories » raciales, lire [Ruffin et Lordon, une nuit à dormir debout](#) Et [Nos révolutionnaires sont des gens pieux](#)

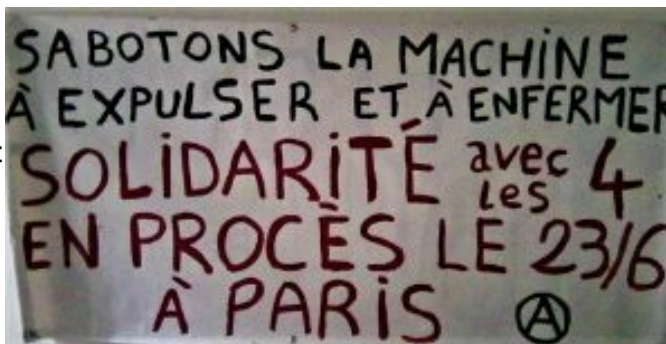
Parce que nous ne voulons plus de ce monde insupportable et abject, il n'y aura pas de compromis et nous ne plierons pas.

Anarchistes Révolutionnaires Antispécistes

[Publié sur Indymedia Grenoble, mardi 20 juin 2017]

Besançon, France : Action de solidarité avec les 4 en procès ce 23 juin dans le 1er volet de « l'affaire machine à expulser »

Dans la matinée de ce mercredi 21 juin à Besançon, une banderole a été suspendue à proximité de la gare SNCF Viotte en solidarité avec celles et ceux qui passent au tribunal vendredi pour le premier volet de la dite « affaire machine à expulser ». Y était écrit : « Sabotons la machine à expulser et à enfermer – Solidarité avec les 4 en procès le 23 juin à Paris ».



Par ailleurs, quelques affiches, [dont celle résumant rapidement l'affaire et ses 7 ans ½ d'instruction](#), ont été collées à travers le quartier Battant. Certaines clamaient haut et fort « Ni cages ni frontières – solidarité avec Dan, Olivier, Camille et François – Paris 23 juin / solidarité dans la révolte » ou encore « Feu aux centres de rétention et à tous ceux qui les érigent »...

Ne les laissons pas juger en silence !

Dedans comme dehors, solidarité dans la révolte !

[Publié sur indymedia Bruxelles, mercredi 21 juin 2017]

Pas de petit-dej pour l'Andra

<http://vmc.camp>

Les 16 et 18 février 2017, les opposant.es au centre de stockage radioactif Cigéo revendiquaient la destruction des grilles de l'écothèque, un projet annexe du laboratoire, censé en verdir l'apparence. Ce mercredi 21 juin, c'est cette fois l'hôtel-restaurant trois étoiles, situé à quelques mètres de la future plate forme de réception et de conditionnement des déchets nucléaires, qui a été pris pour cible. Depuis son implantation à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne il y a une quinzaine d'années, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs n'a eu de cesse de s'immiscer méthodiquement

dans les consciences, dans les porte-feuilles des communes, dans les sorties scolaires, dans les paysages ruraux etc. Le rond-point entre Saudron et Mandres, qui regroupe le laboratoire, son pôle technique, les archives d'EDF, l'écothèque et l'hôtel-restaurant, est un bon exemple de cette omniprésence. Comble de l'envahissement, il devrait bientôt accueillir une boulangerie, pour qu'enfin plus personne dans la région ne puisse aller chercher son pain sans avoir affaire à l'Andra. Mais bizarrement, chacun des projets pour lesquels elle est prise à partie est présenté comme n'ayant rien à voir avec Cigéo...

En attaquant l'écothèque en février, nous affirmions haut et fort qu'elle n'était pas un musée écologique déconnecté du futur stockage, mais bien une pièce de l'acceptabilité sociale du projet. Il en va de même pour l'hôtel-restaurant du Bindeuil, conçu pour accueillir dans des chambres luxueuses non pas des touristes venus visiter un cimetière atomique, mais bien des ingénieurs du nucléaire, des délégations venues visiter le laboratoire, et pourquoi pas des officiers de gendarmerie. Il ne s'agit nullement d'un hôtel meusien quelconque, qui aurait été pris pour cible par pur appétit de destruction : il s'agit du sabotage matériel de l'un des chevaux de Troie de l'Andra.

Que cet hôtel appartienne à la commune de Bure montre bien jusqu'où l'industrie nucléaire est allée pour mouiller jusqu'au cou les pouvoirs publics locaux dans son plan de conquête. Ce n'est pas seulement par l'intermédiaire du Groupement d'Intérêt Public (qui arrose la région en millions d'euros) que les mairies sont tenues, mais également par des projets économiques comme l'hôtel du Bindeuil : une manne financière à deux pas du laboratoire, entièrement dépendante de son activité.

La semaine de chantiers et d'actions qui se déroule du [19 au 26 juin](#) au bois Lejus a vocation à pérenniser l'occupation qui bloque depuis un an maintenant l'avancée de Cigéo. Elle est une tribune pour dénoncer l'invasion du territoire par l'Andra, et la militarisation qui l'accompagne. C'est à cette fin que des opposant.es sont allé.es le 20 juin défiler pacifiquement à l'entrée de Mandres, en portant une banderole « carrefour libéré » : pour dénoncer les contrôles incessants dont font l'objet opposant.es et habitant.es confondus, dénoncer la surveillance policière constante, les fouilles de véhicules abusives et intrusives, les survols d'hélicoptère etc. Cette semaine est aussi l'occasion de réaffirmer la détermination des opposant.es et de porter un message clair : l'Andra n'est pas la bienvenue en Meuse, quel que soit le visage sous lequel elle entend se présenter. En ces temps de débâcle de l'industrie nucléaire, il semble acquis qu'il n'est pas tenable, pour les entreprises et pour les collectivités territoriales, de travailler main dans la main avec elle sans s'exposer au ras-le-bol de celles et ceux dont l'avis a été bafoué depuis vingt ans.

Il est vain d'agiter à Bure le spectre des « casseurs », de l'« ultra-gauche », des « jeunes encagoulés » ou de la mouvance « anarcho-zadiste ». Ce qui s'agite ici, c'est une colère et une indignation trop longtemps contenues. Nous voulons que l'Andra parte et emporte avec elle son laboratoire, son écothèque et son hôtel trois étoiles. Nous ouvrirons nous-mêmes la boulangerie.

De la casse chez L'Andra

[Plus Bure sera la chute](#) / Mercredi 21 juin 2017

[...] ce mercredi à l'aube des hiboux ont rendu visite à l'hôtel-restaurant trois étoiles du laboratoire de l'Andra. Une barricade de pneu a été enflammée en avant. Puis se rendant compte que la porte était



grande ouverte, plusieurs personnes eurent vite fait de se retrouver à l'intérieur et d'y casser les vitres, le bar avec les précieuses bouteilles d'alcool. Tandis que l'alarme résonnait allégrement et que le chaos régnait dans cet espace aseptisé, **d'autres joyeux bandits démolissaient les habituelles barrières autour de ce fameux hôtel** qui accueille régulièrement toute la pourriture des nucléocrates. Les hiboux rentrèrent finalement vers le bois Lejuc, repus et heureux. Il semblerait encore une fois que l'infaillible sûreté nucléaire... à failli.

France Bleu Lorraine Nord & Sud Lorraine / Mercredi 21 juin 2017

Une dizaine d'individus ont pénétré dans l'hôtel-restaurant Bindeuil, situé à côté du laboratoire de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) à Bure, ce mercredi matin. Ils ont saccagé l'établissement et tenté d'y mettre le feu. Cette semaine les opposants au projet Cigéo, projet d'enfouissement de déchets radioactifs fêtent un anniversaire : ça fait un an que ces militants antinucléaires occupent le Bois-Lejuc, à Bure dans la Meuse. Dans ce contexte, **37 de ces activistes se sont dirigés vers le site de l'Andra (l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) mercredi 21 juin, au petit matin. Il y ont installé un barrage de fortune à l'entrée.**

Une dizaine d'entre eux s'est ensuite détachée du groupe. Vers 7h, ils ont pénétré dans l'hôtel-restaurant de Bindeuil, juste à côté du site de l'Andra. Munis de gants et de cagoules, **ils ont alors retourné l'établissement de fond en comble.** Ils ont tenté d'y mettre le feu alors que douze personnes dormaient à l'étage.

François Maltrud, le gérant de l'hôtel-restaurant est désespéré :

Ils ont bousillé la machine à café, tous les verres qui ont été pendus ont été détruits, les tables dans le restaurants, les tables des terrasses, les fûts de bière aussi : ils avaient ouvert tous les robinets et tout coulait à flot, partout. Et surtout, ils ont épandu une bouteille et demi d'essence qu'ils ont allumé. *Si on compte tout : les planchers, les peintures, les vitres et tout, c'est plusieurs dizaines milliers d'euros,* évalue François Maltrud. Il poursuit, la gorge serrée : « *qui c'est qui va payer ?* » .

[..] Cette tentative d'incendie criminel est condamné par le procureur de la République de Bar-le-Duc, Olivier Gandy. Il établit une nette distinction entre « **_les délinquants_** » et ceux qui « **_manifestent des idées et défendent leurs idéaux écologistes_** . » Une enquête est ouverte. Les coupables risquent dix ans d'emprisonnement.

L'Est-Républicain / Mercredi 21 juin 2017

En arrivant sur le site par la D960, à Bure, [l'écothèque dégradée en février](#). **À droite, une clôture nouvellement à terre sur une bonne vingtaine de mètres,** ainsi que la trace de pneus brûlés. Près de l'établissement, des chaises lancées sur



l'herbe depuis la terrasse. **En s'approchant, un pot de fleurs cassé. Sur les portes : des impacts, des vitres étoilées. À l'intérieur, un champ de bataille. Des tables renversées, des chaises cassées, du verre sur le sol. Et deux traces noires, vestiges de deux débuts d'incendie.** L'alerte incendie avait bien retenti. C'est ce qu'ont découvert les gendarmes lorsqu'ils sont arrivés sur les lieux ce mercredi matin, à l'hôtel-restaurant du Bindeuil, qui jouxte le laboratoire de l'ANDRA. Le chef-cuisinier était sur place au moment de l'attaque. Il venait d'allumer les machines à café et autres appareils avant le lever des clients de l'hôtel. Peu après, « j'ai entendu du bruit, des gling-gling, comme de la vaisselle. Puis le bruit a augmenté en un quart de seconde », témoigne-t-il sous le choc. En sortant de sa cuisine, il a aperçu trois ou quatre personnes cagoulées en « train de tout dégommer ». Il s'est mis à l'abri et a prévenu la gendarmerie. Peu après, le bruit

a cessé. Les assaillants n'étaient plus là. Il était 6 h 45. « Ça a duré une minute, une minute trente. » Il s'interroge : « Que ce serait-il passé si un client était au bar ?... »

Le maire de Bure, Antoine Gérard, est un peu abasourdi en observant les dégâts, l'établissement étant propriété de la commune : « Là, je n'ai pas

compris. » Puis ajoutait : « Je vais aller discuter avec eux. » Sous-entendu les opposants. [...] Cette semaine, les occupants du Bois Lejuc célèbrent leur première année de lutte contre le projet Cigéo. Du 19 au 25 juin, des ateliers, des formations, des concerts sont notamment organisés. **Ouvert depuis trois ans, l'établissement**, qui emploie sept personnes, n'avait jamais subi une telle



attaque. Mais il **avait déjà été pris pour cible par des jets de peinture**. Le maire de la commune va porter plainte. Tout comme le gérant et l'ensemble des gens qui y dormait ce mercredi.

La préfecture de la Meuse a mentionné, ce mercredi, des troubles à l'ordre public, survenus également ce mardi 20 juin. En milieu de journée, une dizaine d'individus cagoulés s'était rendue à Bure et avait dérobé du matériel de chantiers. Vers 21 h, une vingtaine de personnes, toujours cagoulée, s'est rendue à Mandres-en-Barrois. Des gendarmes ont été dépêchés sur place pour sécuriser les lieux. **Depuis plusieurs semaines, le maire est victime d'intimidation sur sa famille et de dégradations sur ses biens.**

La veille déjà ...

France 3 Grand-Est (Meuse) / Jeudi 22 juin 2017

Mardi 20 juin en milieu de journée, une dizaine d'individus cagoulés et muni de bâtons s'est rendu à Bure pour dérober du matériel sur un chantier en cours appartenant à une entreprise indépendante de l'Andra, maître d'ouvrage du projet CIGEO.

Une caisse à outil, une pince, plusieurs dizaines de mètres de câbles en acier de type élingue ont été volés sans que les ouvriers n'aient pu, sans se mettre en danger, y résister.

Un dispositif de gendarmerie a été déployé. A l'arrivée des militaires, **une quinzaine d'individus cagoulés, armés de bâtons et parfois de boucliers ont élevé une barricade à 200 mètres environ avant l'entrée du bois Lejuc.**

Aux alentours de 21h 00, une vingtaine d'individus cagoulés s'est rendue dans les rues de Mandres dont le maire est victime depuis plusieurs semaines d'action d'intimidation sur sa famille et de dégradation sur ses biens. **Des patrouilles de gendarmerie ont été dépêchées sur place pour sécuriser la population [mais bien sûr, on y croit tous!, NdA].**

Paris : le rendu du 1er procès de la lutte contre la machine à expulser

Après une instruction de 2010 à 2014 confiée à la section anti-terroriste concernant des centaines d'attaques (notamment incendiaires), ces 4 personnes étaient donc renvoyées aujourd'hui devant la 12e chambre du

tribunal correctionnel. En plus des refus ADN, 2 étaient accusées d'un collage d'affiche sur un distributeur de La poste lors d'une balade sauvage le 6 février 2010, et 3 (dont une personne accusée des deux faits) d'une dizaine de tags réalisés la nuit du 12 au 13 janvier 2011.

Le procureur a reconnu d'emblée la prescription pour le collage (dégradation légère qui risque une contravention) de l'affiche, et réclamé 8 mois avec sursis pour les dégradations en réunion (les tags). De leur côté, les différents avocats ont soulevé plusieurs nullités (sur pour la violation du délai raisonnable à être jugé, plus de six ans après les faits, ou sur l'ordonnance de renvoi en procès) et demandé la relaxe.

Les juges ont donc relaxé des 2 personnes pour le collage en raison de la prescription, mais condamné les 3 accusés de tags à 500 euros pour le refus d'ADN et 4 mois avec sursis pour les dégradations en réunion (sachant que deux avaient alors effectué un peu plus de deux mois à La Santé, et une avait passé une semaine dedans).

On verra si quelqu'un (condamnés ou procureur) fait appel. En attendant, un [2e procès de la lutte contre la machine à expulser](#) est toujours prévu contre sept autres personnes (certainement à la rentrée).

La lutte contre la machine à expulser et à enfermer continue.

Liberté pour tous et toutes,

A bas les frontières...

Déclaration d'un anarchiste inculpé dans l'affaire « Machine à expulser » : « Ça ne va pas se passer comme ça »

Déclaration d'un anarchiste inculpé dans l'affaire « Machine à expulser » au tribunal de Paris, 23 juin 2017 : « Ça ne va pas se passer comme ça » Lire au format PDF

Avertissement

Cette déclaration à la première personne n'engage bien entendu que moi. Je salue mes co-inceps du jour et je respecte leurs choix divers face à la justice.

Je me tiens devant vous, impénitent, dans ce tribunal et dans un silence « procédurier », après avoir longuement hésité à me rendre à ce procès qui est une farce. Une farce judiciaire qui fait suite à une mascarade politique, policière et médiatique. Ce n'est donc pas de gaîté de cœur que j'ai décidé aujourd'hui de comparaître **en refusant toutefois de me défendre comme la justice attend de ses souffre-douleurs qu'ils se défendent**. Car je ne vous laisserai pas m'enfermer dans ce rôle ni dans aucun autre. **Je ne plaide donc pas, je n'ai rien à dire ni à analyser sur le plan de la procédure. Je réfute toutes les accusations à mon encontre**. Le moins pire des compromis que j'ai trouvé avec moi-même dans ce procès sera de me taire, de laisser parler mon avocat, et de transmettre cette déclaration. Le silence est aujourd'hui encore la seule chose que je veux bien vous offrir, car je ne rentrerai pas dans un dialogue avec ceux qui m'ont envoyé en prison, je ne leur donnerai pas un souffle de plus. Tout ce que j'ai à dire face à un tribunal se trouve donc dans ce texte, selon mes propres termes désormais. C'est pourquoi, même si je semble parfois m'adresser à vous, **les destinataires de cette déclaration sont celles et ceux qui luttent à travers les frontières contre l'application des politiques migratoires du capitalisme et de l'État**, ainsi que quiconque viendrait à s'intéresser à cette affaire. Si je suis anarchiste c'est bien que **je ne reconnais à aucune institution ni à personne la compétence et l'autorité de juger mes choix individuels**, cependant, il est difficile de ne pas constater le pouvoir du mécanisme judiciaire et de se taire face à ce peloton d'exécution camouflé devant lequel des milliers de personnes sont sommées de baisser les yeux, la peur au ventre, dans la participation forcée à leur propre répression que la justice souhaite imposer. **Pas aujourd'hui**.

« *Fin de la discipline, vie magique !* »

.*_

Peut-être que des archéologues du futur, en épluchant ce dossier pachydermique paradoxalement construit sur du vent, et en y trouvant cette déclaration, pourront se faire une idée de cette lutte contre la machine à expulser, contre toutes les prisons sous toutes leurs formes, qui parmi d'autres, n'a jamais cessé de faire rage tout au long de l'histoire de l'humanité de façon protéiforme. De nombreuses personnes ont acté, à travers l'histoire, que l'enfermement, le bannissement et l'expulsion étaient des pratiques révoltantes. Aucune cour ne pourra jamais empêcher ce constat partagé par de grandes portions de la population humaine. Le bon sens indique que ces modalités de gestion des indésirables sont ignobles par bien des aspects. On s'offusque souvent des conditions dans lesquelles elles s'exercent. On entend sourdre qu'« il *faudrait* que cela cesse », la plupart du temps avec résignation. Et puis parfois des dynamiques s'enclenchent, et des gens commencent à dire qu'« il *faut* que cela cesse », ils prennent leurs responsabilités en conséquence, et alors vos magistrats s'éveillent, frappent dans le tas, font leur travail avec plus ou moins de zèle, de haine ou de romantisme. Non pas que l'état le plus neutralisé et dépouillé de la justice serait tolérable...

C'est alors que, la machine à réprimer s'emballant, les services anti-terroristes, atteints du complexe de Superman, sont lâchés dans la nature, ils prennent des photos, suivent des gens en train d'acheter de la colle, de s'aimer, de rire, d'acheter du pain. C'est incroyable ce que l'on découvre sur les gens lorsqu'on les suit à quinze en cachette. Qu'en serait-il dans la vie d'un juge ou d'un limier de l'antiterrorisme républicain ? Je ne m'alourdis pas avec ce genre de questions, et je laisse volontiers ces pulsions intrusives à celles et ceux dont c'est le fier métier. Donc, ils photographient des rassemblements publics pendant des années, puis ils profitent de l'observation de ces photographies de qualités probablement artistiques (mais pour lesquelles je me permettrai d'exiger des royalties), pour se livrer à des déductions sans aucun fondement ou cohérence apparente. Ils en arrivent malgré tout à construire une liste bigarrée de « suspects » qu'ils vont chercher à rapprocher le plus possible de la figure mythopoiétique du « coupable », en ajoutant, toutes les cinq lignes, du « et en plus ils aiment pas l'État ! », peaufinant leurs élucubrations à coups d'« anarcho-autonomes », d'« anarcho-libertaires » et autres appellations d'origine incontrôlables qui ne recouvrent absolument aucune réalité concrète, et dans lesquelles personne ne se reconnaît sur cette planète que nous avons le malheur, visiblement, de partager. Les « suspects » sont malmenés par des perquisitions, des garde-à-vues interminables ponctuées d'auditions lourdes, des surveillances humaines et des dispositifs matériels, et pour certains des incarcérations, le tout étendu sur un temps qui ne fait qu'appuyer chaque jour l'absurdité totale de cette série de procédures fusionnées par ci par là pour constituer cette offensive judiciaire contre ces insupportables « présumés » adversaires de l'État. On nous a accusés de sabotages, d'incendies, de dégradations diverses, qui pour la plupart n'avaient pas lieu dans les rassemblements publics observés et photographiés. Théoriquement, selon les fondements discursifs de la justice, devrait se trouver alors *la preuve* pour corroborer la légende. Ici, personne ne s'en est véritablement soucié, puisque l'auto-conviction des services de surveillance suffit de toutes manières à « coller un peu de préventive » pour asseoir son autorité tyrannique et absolue sur la vie des gens. Je ne cherche pas ici à pointer un dysfonctionnement de la justice : le fonctionnement normal de la justice n'est pas autre chose et je ne vois rien de pire encore qu'une justice qui fonctionne.

C'est pour toutes ces raisons que, *non, je préférerais ne pas* vous fournir de bons états de services, ni de garanties de représentation pour montrer patte blanche à votre justice qui m'accuse d'être ce que je suis fier d'être et de ne pas être ce que j'ai toujours refusé d'être : un bon citoyen au dessus de tout soupçon. Votre robe en frétille peut-être, et puis vous avez probablement passé en revue d'excellents documents sur la question, dont certains peut-être que vous m'avez subtilisé pendant vos perquisitions, mais je suis anarchiste. Il ne sert à rien que je vous expose les tenants et les aboutissants de tout cela, cette tradition théorique et pratique n'est pas adressée aux gens comme vous qui se croient détenteurs de cette autorité qui vous permet

de broyer les vies d'individus à la chaîne, comme vous avez déjà commencé à le faire préventivement avec moi comme avec tant d'autres. Je ne suis pas un bon gendre à juge, et cela ne vous concerne en rien. Je n'estime pas avoir à produire le moindre document qui prouverait à quel point il ne faudrait pas me mettre en prison, car je répugne fermement à envisager le concept même de prison. La société fonctionne de manière à ce que les plus précaires, dont je suis, ne puissent pas, quant à eux, produire ces certificats d'intégration sociale par le travail et la famille (deux valeurs qui ne sont pas les miennes). Je ne me soumettrai pas à cette justice de classe pour qui la pauvreté fait circonstance aggravante, dans laquelle on détruit des vies entre deux bals mondains. Votre monde me dégoûte et votre acharnement contre moi depuis plus d'une dizaine d'année à travers de nombreux épisodes de divers acabits, n'est que la réponse institutionnelle à ce dégoût. Alors je ne cherche pas à vous convaincre ou vous persuader de quoi que ce soit, car dialoguer avec mes juges et geôliers ne serait qu'une énième atteinte à ma dignité. La puissance de vos machines bureaucratiques de guerre fera toujours de nous d'éternels perdants tant que cette société pétrie de rapports autoritaires tiendra le coup. Mais tiendra-t-elle toujours ? N'est-ce pas ici la question que relaie à longueur de dossiers la police auprès de ses juges ?

Accuser un anarchiste de quelque délit ou crime que ce soit est un jeu d'enfant, surtout si, entre la justice et nous, se trouvent des institutions policières prêtes, dans une narratologie désormais bien connue, à fabriquer des figures de la « dangerosité » *par tous les moyens possibles*. Un critère qui peut vous tomber dessus en prenant le bus – pas à vous madame la juge, je vous le concède volontiers – et qui sert à maintenir les ennemis de l'intérieur sous surveillance. Vivre sous surveillance de l'État est un mode de vie contraignant, et cela non plus vous n'en avez pas le moindre soupçon, vous qui vous croyez « au dessus de tout soupçon »... Si vous êtes d'éternels « innocents », alors évidemment les anarchistes sont d'éternels « coupables » à vos yeux. Qu'il en soit ainsi, ces catégories ne représentent rien pour moi, elles sont parfaitement étrangères à ma vie quotidienne, à ma pensée et à mes réflexions sur ce monde dans lequel nous sommes tous projetés. Elles ne m'indiffèrent pas pour autant, et je pense qu'il faut les refuser catégoriquement et garantir la possibilité pour tous et toutes de s'en libérer pour devenir des individus créateurs de leurs propres vies, ce qui va à l'encontre de l'existant, à rebours, dans la friction de nos rêves et de vos cauchemars, et inversement. Pour un magistrat, donc, pointer du doigt et accuser un anarchiste du haut de son parquet, c'est un peu comme tirer sur la Croix-Rouge. C'est aussi parce que l'existence de votre institution et la vie elle-même sont des « incitations au crime ».

Cette expression m'amène à vous rappeler pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, malgré ce que prétendent vos ordonnances de renvoi. Lorsque des sans papiers se sont révoltés, le 22 juin 2008, au centre de rétention de Vincennes, c'est un espoir qui a couru les rues de Paris et d'ailleurs : comme Spartacus en son temps, les damnés de la terre osent crier « liberté », et agissent en conséquence. Les révoltes dans les CRA sont non seulement naturelles mais sont aussi le moyen par lequel les migrants administrativement (ou non) emprisonnés peuvent réaffirmer une individualité et un désir de liberté qui leurs sont niés.

C'est pourquoi notre solidarité est importante. C'est pourquoi ce procès est un procès de la solidarité avec les sans papiers.

Après la destruction du CRA de Vincennes, vous ne le savez certainement pas non plus, mais aux quatre coins du monde, des gens de toutes sortes ont profité d'un sourire en apprenant cette nouvelle dans la grisaille moderne. Une empathie pour les révoltés se transforme alors en soutien, et plus important encore, *en solidarité*. C'est cette vague de solidarité, qui s'est exprimée de mille manières, comme une onde dans la société, et au-delà des frontières imaginaires de votre État-nation la France. Se multiplient alors de nombreuses initiatives polymorphes et salutaires : des discussions publiques et des manifestations sont organisées, des attaques ont lieu contre des rouages de la machine à expulser, un suivi des audiences des inculpés de l'incendie du CRA de Vincennes est effectué. De nombreuses affiches, des tracts sont distribués, tous cherchant à élaborer une opposition concrète à la machine à expulser les sans papiers. Des centaines de personnes se sentent concernées et s'investissent partout en France. La presse parle aussi de nombreuses

vagues de sabotages contre des distributeurs de billets de banques dont on apprenait à l'époque qu'elles se livraient à d'ignobles pratiques de délation de sans papiers à la police. C'est de cela que vous avez commencé à m'accuser, d'avoir incendié des distributeurs de billet. Sur quelle base matérielle de nature à constituer une accusation judiciaire ? De votre propre aveu, aucune. Le soupçon auto-alimenté d'intentions coupables est fabriqué à la chaîne par les services de renseignements et de simples présences à des événements publics de solidarité auront suffi à fabriquer des « coupables » idéaux pour un temps. Juste assez pour faire tenir ce dossier kafkaïen qui même à vos yeux et avec vos lunettes particulières ne peut plus faire sens.

« Le juge d'instruction a si souvent affaire avec des individus rusés, fins, hypocrites, qu'au bout de peu d'années, il possède lui-même tous ces défauts. C'est de la pomme gâtée. Effet de milieu, de contact. »
Alexandre Marius Jacob, Prison d'Orléans, 1905.

Des milliers de pages pour ne rien dire constituent cette mascarade policière, dernier ressac de la circulaire Dati - aujourd'hui jetée aux oubliettes sous le poids de son absurdité - et des discours sécuritaires délirants de Michelle Alliot Marie, Alain Bauer ou Xavier Raufer sur le « terrorisme » d'« ultra-gauche ». Mais vous n'avez pas peur, vous les juges, de l'absurdité. Et les raccourcis et coups de pression de la juge d'inquisition Patricia Simon ont cherché à construire la « culpabilité » sur des délits mineurs pour de nombreux accusés, en sachant bien qu'elle assurait là la tenue d'un procès un jour, même lointain. Elle peut être heureuse aujourd'hui devant cette mascarade. Lorsque celle-ci, reconvertie en éditorialiste agressive et histrionique lors d'un interrogatoire en 2011 (alors que j'étais détenu), me criait dessus en m'insultant « *parce que je ne vote pas* » et parce qu'elle détestait « *les gens comme moi* », cette agressivité n'était que le premier voile jeté sur ce dossier intenable, fait seulement de vents contraires et sans souffles, par une juge acariâtre de gauche qui se sent investie d'une mission de « flinguer » ce qu'elle perçoit mystérieusement comme son extrême gauche. Pourquoi alors surenchérir aujourd'hui en persistant, tant d'années plus tard ? La justice s'est déjà couverte de honte en donnant deux procès à cette affaire minable. Cette honte n'accablera que vous, et je ressortirais de ce tribunal aussi fier que j'y suis rentré, avec la conviction profonde et renforcée que le système judiciaire dans son intégralité doit être démantelé en même temps que l'État lui-même.

Ce serait l'anarchie, êtes-vous peut-être tentés de vous écrier. *Précisément.*

Mes parents ne sont pas nés en France et ont connu la guerre et des drames qu'ils ont choisi de fuir en trouvant refuge dans ce pays, bercés de naïves illusions républicaines, humanistes et égalitaires sur la France. Des décennies plus tard, les illusions ne sont plus aussi tenaces. Cela pouvait se constater chaque semaine lorsqu'ils se retrouvaient contraints de se faire enfermer dans une pièce dégueulasse et anxiogène de parler dans laquelle des individus ont pour profession de les empêcher d'exprimer des marques d'affections, une pratique humaine pourtant tolérée depuis des temps immémoriaux. Menotter l'imaginaire et l'affection de chacun, fantasme morbide. Un imaginaire que vous incarcérez à tour de bras, à faire mourir une jeunesse entière derrière les murs moisis et galeux de vos mornes prisons éternellement « surpeuplées ». Je met ici des guillemets, car celles et ceux qui nous parlent généralement de « surpopulation carcérale » sont aussi ceux qui proposent d'y « remédier » par la construction de nouvelles places de prison.

Ces derniers (mes parents) m'ont inculqué à la fois une valeur fondamentale et une tare incorrigible, la relativité des frontières, des nations, et de plusieurs autres mythes fondateurs de ce monde de cages d'un côté, et la peur des autorités armées et assermentées des États de l'autre. Je dis « tare » car cette peur ne recèle rien de constructif pour l'individu. Cependant, la vie m'a démontré que malgré tout ce que vous pourrez m'infliger encore, je ne cesserai jamais d'être solidaire de celles et ceux qui luttent pour leur liberté, et plus encore pour la liberté de tous et toutes, avec ou sans papier. Et donc que la peur ne doit rien arrêter. C'est une question de survie. La liberté n'est pas qu'un rêve et nous ne sommes pas seulement des rêveurs, elle est une perspective concrète mais inexplorée, un point de focalisation dans l'horizon qui donne la force de résister au rouleau compresseur qui, de l'école au travail, n'offre pour seules perspectives que l'exploitation et l'ennui existentiel. Ne vous étonnez plus de voir vos enfants si blasés – ils « ont le seum », disent-ils... – c'est que

vous avez minutieusement participé au maintien de ce monde qui constitue aujourd'hui la pire alternative possible à un monde sans argent, sans frontières, sans États, sans chefs et sans prisons, et donc, sans le « seum » de vos ados. Mais nous vivons dans la vallée des larmes car vous préférez la grisaille de vos barres d'immeuble au sourire radieux de la liberté. C'est pourquoi je suis solidaire des révoltés du Maghreb, dont je suivais dès que possible les exploits à la TV dans cette satanée cellule de 9m2 où nous nous entassions à quatre entre rats et excréments.

Y a t il des gens qui méritent d'être enfermés ? Vous semblez le penser. Ou plutôt, à l'évidence, ne pas le penser. J'estime que l'enfermement n'est la solution d'aucun problème et qu'il est précisément le moyen de briser toutes les individualités réfractaires, en les isolant des autres, qui dévient de la normalité que votre code pénal protège. Même contre vous, les enfermeurs, je m'oppose à l'enfermement. Si l'État doit enfermer tous ceux et toutes celles qui désirent son abolition, alors tentez à nouveau de m'enfermer, puisque vous ne savez rien faire d'autre, mais je m'y opposerai. Kafka, dans *Le Procès*, a bien décrit la nature de vos procédures et de vos bureaucraties : l'accusé ne peut se défendre parce que des accusations morales tacites et arbitraires sous-tendent des accusations légales contre lui, mais qu'elles ne sont pas formulées formellement.

L'anarchiste Albert Libertad avait bien raison d'affirmer que « *la tyrannie la plus redoutable n'est pas celle qui prend figure d'arbitraire, mais celle qui vient couverte du masque de la légalité.* » Mais eux, vous ne pouvez plus les condamner ou les enfermer, *ils ont filé !*

Ici, dans ce dossier, on se contente généralement de multiplier l'usage de l'adjectif pâta-physique « anarcho-autonome » et autres dérivés dans les procès verbaux pour produire un effet d'alarme pour juges endormis ou rétifs. Car ce n'est pas pour quelques tags posés sur des murs il y a de nombreuses années que nous sommes amenés à être jugés aujourd'hui. Ce n'est pas pour cela que j'ai été incarcéré plusieurs mois à la Maison d'Arrêt de la Santé. Ce n'est pas pour cela que la Section Anti-terroriste de la Brigade Criminelle m'a auditionné des jours durant, parlant d'incendies et de sabotages pendant que la presse se déchaînait dans une verve des plus idiotes - « braquage pour les sans-papiers » titrait-on en affirmant sans vergogne notre « culpabilité » alors que nous étions cuisinés au delà du supportable par la Brigade Criminelle depuis des jours. Ce n'est pas non plus parce que lors de mon arrestation je refusais déjà de participer à cette mascarade en déclinant votre aimable proposition de participer à mon propre fichage en donnant mon ADN que j'ai été incarcéré et que je suis jugé aujourd'hui. C'est parce qu'il fallait donner une traduction judiciaire aux légendes policières qui courraient sur les uns et les autres, sur moi aussi. Après tout, une fiche de renseignement individuelle doit se fabriquer comme une juge nommée Patricia Simon assumant sa subjectivité radicale, fabriquerait une maison avec pour seuls outils des hypothèses sur des pistes caillouteuses conditionnées par plusieurs cercles d'autres hypothèses. Communément, on appelle cela la science fiction, ou le dossier « machine à expulser ».

J'ai refusé et je refuserai à nouveau de donner mon ADN qui m'a été pris de force pour alimenter vos fichiers inquiétants (et donc vos chasses aux sorcières). Quand je vois ce qui en est fait, et que je réfléchis un instant à ce qui aurait pu en être fait (et en sera fait) par certains régimes défunts si la technologie avait été disponible... Je suis obligé d'encourager l'humanité toute entière à garder ses échantillons d'elle-même hors de portée de tout uniforme. Je refuse d'alimenter le FNAEG parce que son utilisation dorénavant systématique permet à la fois de cibler telle ou telle catégorie « à risques » et de gérer les populations selon les intérêts économiques, sanitaires et migratoires de l'État. Parce que je rejette la logique de ce monde, où la génétique nous réduit à des objets de statistiques pour lesquelles la planète entière devient un champ d'expérimentation. La génétique offre aux chercheurs d'État un potentiel d'expérimentations non consenties sur le vivant dont il faut nous prémunir, dont j'ai cherché sans succès à me prémunir. Vous qui pensez pouvoir disposer de ma vie en m'incarcérant, de mes mouvements et de mes relations avec vos contrôles judiciaires, de mon corps avec vos sévices pénitentiaires, vous qui pensez que mon corps ne m'appartient pas, que des milliards de personnes doivent se soumettre aux diktats légaux de quelques-uns ; si je croyais comme vous en la justice, nous inverserions les rôles et ce serait moi qui vous mettrais en accusation aujourd'hui pour avoir cherché à

détruire ma vie et pour avoir fait tout le possible, en collaboration avec le sadisme froid des tacticiens supplicieux de l'Administration Pénitentiaire, pour que par des aménagements divers ma détention soit émaillée d'épisodes extrêmes. Peut être que vous allez penser que cette déclaration constitue un outrage, mais alors, vos actes, vos décisions, vos institutions, votre autorité, que constituent-ils à part le plus grand des outrages que la terre ait connue ? Je pose la question dans ce tribunal même si cela ne sert à rien, mais qui sont les terroristes ? La réponse me paraît évidente. Ils sont multiples. Ce sont les rouages punitifs de cette société carcérale. C'est vous. Et ce sont ceux qui, avec toute la lâcheté qui les caractérise, ont par exemple attaqué le Bataclan et un commerce juif dans les rues de Paris comme nous nous en souvenons tous. Me comparer à eux comme à vos pitbulls à cagoule est un affront indélicat à toutes mes convictions, sinon impardonnable. Assimiler mes idées fondamentalement anarchistes au terrorisme n'est bien que l'énième bassesse qui compose cette affaire.

« *La Justice est née là où nous avons perdu le contrôle de nos vies* »

Bruno Filippi.

Tous autant que vous êtes, je vous tiens pour responsables des conditions particulières que votre justice m'a réservé, vous endossez vous-mêmes cette responsabilité en enfilant chaque matin vos robes et en signant à tour de bras des refus de demandes de mise en liberté à des individus privés de liberté.

Je ne me sentirai jamais libre tant qu'il y aura des prisons, et je me battrai contre elles jusqu'à mon dernier souffle. Bombardez moi de vos peines, rendez moi plus pauvre et moins libre encore si cela vous chante. Vous n'obtiendrez pas ma participation ni mon accord. Vous ne me trouverez ni obéissant ni résigné. Et si jamais l'idée vous revenait aujourd'hui ou demain, sachez déjà que je refuse de me soumettre à votre autorité et que je ne me livrerai pas à vos gardes. Vous m'avez déjà trop enlevé de ma vie et je ne vous donnerai pas plus. Ce que vous pourriez encore en vouloir, il faudra me le prendre. Cela vaut également pour ma parole et mon ADN que je continuerai de garder pour moi. Il faudra vous contenter de cette déclaration et des empreintes digitales que vous pourrez investiguer si vous n'avez vraiment plus honte de rien.

La véritable réponse à votre procès ne se trouve ni dans cette déclaration, ni dans la plaidoirie de mon avocat, parce que comme la vérité, elle ne sortira jamais d'un palais de justice ou d'un procès, ni des cieux. Elle se trouvera dans les terrestres insurrections et les révolutions qui tenteront de mettre à bas votre autorité et secoueront vos édifices impossibles, elle vous réduiront au même rang que tous ceux que vous envoyez en prison à la chaîne aujourd'hui. La liberté se vengera contre les structures institutionnelles. Déjà en 1890, l'anarchiste Louise Michel déclarait : « *Il faut bien que la vérité monte des bouges, puisque d'en haut ne viennent que des mensonges.* » Au lieu de voler son nom pour le mettre sur le fronton de vos écoles d'endoctrinement, vous feriez mieux d'écouter son avertissement. C'était aussi écrit dans [un petit tract](#) intitulé « *De Sidi Bouzid à Bab-el-Oued, contre le règne de l'État, du pouvoir et du fric* », que vos fins limiers ont saisi (ou détruit je ne sais plus) par milliers d'exemplaires : « *Nous qui vivons en démocratie, nous pouvons affirmer que même si au quotidien, les conditions de vie y sont moins dures qu'en dictature, les libertés démocratiques ne nous ont jamais rendus libres. La liberté que nous désirons, elle, est totale et inconditionnelle. C'est pourquoi ce fond de l'air insurrectionnel, comme en Grèce depuis décembre 2008, ou en novembre 2005 en France, nous réchauffe le cœur* ». Cet espoir se renouvelle chaque jour, et vous n'y pourrez jamais rien, vous êtes impuissants à contrôler les pulsions de liberté qui traversent l'individu, et la force qu'il peut tirer de la libre-association avec d'autres individus, par exemple, pour combattre l'existant.

-*-

J'exige la restitution immédiate de tous les scellés, de tous les ordinateurs, livres et matériel volés par vos enquêteurs le long des années. J'exige la relaxe immédiate de tous les inculpés, puis de l'humanité, des baleines et du vivant qui réglera moins mal ses affaires sans vous, ainsi que l'arrêt immédiat de la construction de nouvelles prisons. La révolte s'occupera des anciennes.

Je tiens ici à exprimer ma solidarité internationaliste avec tous les inculpés et les prisonniers de la guerre sociale en cours depuis toujours. Nos révoltes et nos luttes font nos solidarités, vice versa. La lutte continue, encore et toujours, ici, ailleurs, partout, tout le temps.

Mort à l'État et vive l'anarchie !

Voilà pour votre « enquête de personnalité », on ne pourra pas dire qu'elle est bâclée, comparée à votre dossier. Pour finir, je prends partie en faveur de la liberté et je plaide pour l'abolition de l'État et du Capital.

23 juin 2017,

16eme chambre du TGI de Paris.

n° d'écrou 293350.

Compte rendu et verdict du procès du 23 juin 2017 : On ne badine pas avec la machine à expulser...

La logique de cette séquence répressive est claire : une instruction montée sur la base de la jonction de multiples enquêtes de la Section Anti Terroriste (SAT) de la Brigade Criminelle pour de nombreuses attaques de natures variées, qui permet des perquisitions, des mises en examen, des contrôles judiciaires et plusieurs incarcérations [1]. Un passage par l'antiterrorisme a offert alors des moyens d'enquête et de surveillance supplémentaires et particuliers. Il s'agit alors de valider l'hypothèse de la « circulaire Dati » et des rodomontades d'Alliot-Marie à propos de la dangerosité d'une prétendue « mouvance anarcho-autonome », qui aurait la particularité d'être « terroriste ». Sept ans plus tard, la circulaire a été jetée aux oubliettes et étant établi qu'aucune preuve matérielle ne permet de relier quiconque aux sabotages à la base de l'instruction [2], ils resteront donc, probablement pour toujours, *sans auteurs*. Ce sera une des seules réjouissances de ce parcours du combattant judiciaire, une bonne chose de prise. Malgré sa taille extraordinaire, le dossier se révèle donc tellement vide en substance que les chefs d'inculpation les plus sérieux sont tous tombés. Et pourtant...

C'est donc toute honte bue que la justice a jugé aujourd'hui quatre personnes pour des délits mineurs dont la réunion reste totalement incohérente : trois pour des tags en solidarité avec les insurgés du Maghreb et du Machrek commis un an après le début de l'instruction (qui concernait donc, elle, la machine à expulser) ainsi que le refus des prélèvements ADN, et l'un d'eux ainsi qu'un quatrième pour un collage d'affiche sur une banque lors d'une balade. La montagne a accouchée d'une souris...

La défense, plutôt concertée, a soulevé diverses nullités importantes (délai déraisonnable, incohérences dans les procédures et dans la qualification du refus ADN, prescription du collage d'affiche, etc.), mais elle a surtout démontré l'absurdité globale de cet édifice mal ficelé et sa logique manifeste de répression d'une lutte offensive à travers la désignation de mis en examen aux intentions forcément coupables, sans base matérielle et à partir de suspicions des services de renseignements. Qu'une d'entre eux soit passée à autre chose depuis des années tandis que d'autres sont encore aujourd'hui considérés par le tribunal (donc par les renseignements) comme actifs dans la dite « mouvance » ne les intéresse guère, au final ils seront tous traités à la même enseigne.

Tout est d'ailleurs traité par dessus la jambe avec une certaine allure de sérieux. Le fond n'est abordé que pour construire un climat et une narration à charge plutôt que pour transcrire un contexte, et la lutte est évidemment évacuée dans ce qu'elle a pu avoir de vivant et de subversif sous les délits qui prétendent en donner une traduction judiciaire. Voir une lutte à travers les lunettes malades de la justice est un spectacle nauséabond.

Pour tenir la barre de ce fiasco, un tout petit procureur s'est évertué à colmater les brèches de ce dossier tout

en rajoutant de nouvelles incohérences. Il reconnaît que l'instruction ne tient plus la route mais « assume » (!), comme un Matamore tirant sa gloire du simple fait de prétendre faire face à des combats qu'il ne mène pas. Son réquisitoire emprunte les chemins attendus, mais rarement énoncés ainsi sans vergognes, de l'incrimination *par les idées* : c'est parce qu'il s'agit d'« anarcho-autonomes » qu'il faut les condamner. Le plaidoyer du procureur dans le procès des anarchistes d'Haymarket ne paraît plus si lointain. *Mos Maiorum* ? Il paraît clair à ce moment que les faits n'ont aucune importance et que la vacuité du dossier ne pèse pas lourd face à ce procès d'intention. Le réquisitoire ne s'embarrasse même plus de démontrer *qui fait quoi*, il s'agit de pérorer sur *qui est qui* et d'en faire une base suffisante pour requérir... huit mois avec sursis pour quelques tags (dont la qualification ne fait pourtant pas encourir de peine de prison), 1000 € d'amende pour l'ADN, tout en concédant pour finir que le collage terroriste d'affiche est prescrit...

Les juges bravent l'incohérence du dossier en commençant par (longuement...) égrainer en détail des faits n'ayant objectivement rien à voir avec les délits jugés et dont plus personne n'est accusé, mais qui vont justifier *de facto* les condamnations courues d'avance.

Face à ces inanités assumées comme telles, deux des inculpés ont décidé de garder le silence alors qu'un autre ne s'est pas présenté à l'audience (il sera représenté par un avocat). Un des inculpés a remis au tribunal [une déclaration nommée « Ça ne va pas se passer comme ça »](#), en affirmant à la barre « *refuser de participer à un dialogue avec la justice* », elle sera également diffusée à la quarantaine de personnes présentes en solidarité. Sa première et dernière page stabilo-bossées à la va vite sont utilisées par le procureur pour convaincre la présidente de prononcer un outrage contre le compagnon. Sans succès, mais il semble vouloir poursuivre lui-même pour outrage (à suivre donc...) ; choqué sans doute aussi par cet irrespect manifesté par l'inculpé lorsqu'il obtient sans la demander une interruption de séance pour aller uriner, alors que la juge passait son cas en revue (en se levant et se dirigeant vers la sortie jusqu'à être stoppé par un gendarme et apostrophé par la présidente).

A la reprise, le procès continue dans toute sa normalité absurde. Les antécédents judiciaires sont passés en revue, puis vient le tour des enquêtes de personnalité (refusée par un des inculpés). Une des avocates évoque la lutte et la solidarité autour du centre de rétention de Vincennes, on parle d'un « *procès de la solidarité avec les exilés* ». Mais il semble que plus de trois heures d'audience, de plaidoiries, de réquisitions, etc. n'ont jamais existé lorsque tombe le verdict comme un couperet. Celui-ci est visiblement préétabli puisque rien de ce qui a été soulevé par aucun des avocats lors du procès n'est retenu ou pris en compte (exceptée la non-inscription au casier pour une personne) : quatre mois de prison avec sursis pour les tags et 500 euros d'amende pour l'ADN, relaxe pour le collage d'affiche sur DAB car prescrit, donc relaxe pour le quatrième. Les trois premiers avaient pourtant déjà été incarcéré préventivement suite à l'arrestation pour les tags de janvier 2011.

Leurs trois stratégies de défense étaient différentes, alors que l'une d'entre eux n'avait jamais été mise en examen dans cette affaire (ou dans une autre) pour d'autres faits que pour ces tags - pourtant sans rapports et ajoutés sur le tard au dossier « machine à expulser » -, tous les trois ont été logés à la même enseigne malgré les grandes différences de situations et de tactiques.

Un second procès concernant sept personnes (quatre pour refus ADN et trois pour dégradations légères et ADN) aura lieu dans le cadre de la même affaire, sans toutefois qu'une date n'ait été fixée pour le moment. La logique semble être la même puisque là aussi, les faits les plus graves sont tombés pour laisser place à un procès dépouillé de substance comme celui d'aujourd'hui. Nous souhaitons plus de réussite à la seconde vague.

Sabotons la machine à expulser !

Feu à toutes les prisons !

Liberté pour tous et toutes, avec ou sans papiers !

23 juin 2017.

pafledab@distruzione.org

Grece

anarchist refugee squats prepare for State onslaught

A new spate of recent evictions and interventions by the Greek State against refugee solidarity occupations run by the anarchist movement in Athens has prompted callouts for a major emergency gathering this Friday. The [callout](#) and associated international day of action comes in the wake of a series of crackdowns and repression [1][2] against the solidarity movement, which has helped thousands of refugees self-organise to house themselves and defend against far-right violence since the Syrian crisis began.

It has been supported by six major occupied centres and groups, [Oniro](#), [City Plaza](#), [5th School](#), [Notary 26](#), [Underground Railroad](#), [Spirou Trikoupi](#), [Jasmine School](#) and Acharnon School, which have put out a joint statement on the deteriorating situation in the city:

During the last month we witnessed the State escalating its anti-immigration policy of restrictions against refugees and the solidarity movement. In Addition to the EU management of migration issues which include forcing people to live in horrible conditions ,deporting them and denying them their basic human rights, the Greek government is revealing its totalitarian face by demonstrating its repression power through evicting political and housing squats for refugees.

In the last days new information was leaked through newspapers, about court decisions focusing on the eviction of three more squats. Papoutsadiko, Zoodoxou Pigis 119 and City Plaza, one of the largest refugee squats that hosts around 400 people. It is clear that the State is focusing in shutting down every self organised free space, including all housing squats for refugees. An attack towards City Plaza or any squat is an attack to all of us.

They know how to use the power of riot police forces, but we know how to use the power of solidarity! As long as they try to evict the squats, as long as they build camps and detention centers, as long as there are borders – we will also be there to fight back and fight for a better world!

We won't bend down, we won't let them in, we stand united!

We will show them again what we already proved, we live together, we struggle and we resist together – to defend the dignity of each individual, to defend our principles of solidarity and to keep our free spaces open. Therefore we call for a protest and a gathering on June 23rd, in front of the Ministry of Migration (Stadiou 27) at 7 pm.

On the same day we call for an International Action of solidarity towards all squats and against evictions!

- Keep the squats open!
- Close the camps and detention centers!
- Cancel the shameful EU-Turkey deal!
- Open the borders!
- You can't evict a movement!

~ Coordination of Refugee Squats

Activists have warned that the eviction order against City Plaza marks a major potential escalation of force by the police and local State authorities, which have not been even vaguely reined in by the supposedly progressive Syriza government as they try to break what is seen as a disruptive and shaming movement which

has publicly shown up the State's own failings.

The anarchist squats have increasingly been a thorn in the side of the European anti-migrant project, which has made cynical deals with Turkey's widely-abhorred Erdogan government to shut the borders and subject the shattered Syrian peoples to brutal camp conditions, out of sight and out of mind.

City Plaza, along with other refugee-occupied spaces, has represented the first popular "breach" against constant elite repetition of racist and repressive discourse against refugees, say activists, as it has demonstrated both that refugees and local people can live together in dignity, and the vision of a Europe based on solidarity, struggle and humanity — a true nuisance for those in power.

PROTEST RALLY FRI/VEN/ 23/6, 07:00 PM AT "PETROU RALLY" IMMIGRATION CENTER AND PRISON - ATHENS

Athens

On 14/01 we were present at the "Elliniko" detention centre claiming the lift of the visitation ban. This was done through a dynamic and full of pulse march. The next day, in an act of retaliation, the state seized the 26 refugee women and transferred them in "Petrou Ralli" immigration centre and prison. Continuing this struggle, we set up the following coordination assembly.

Petrou Ralli is part of a long-term policy that makes its subjects invisible. It makes up an exemplary model of detention and militarisation, as even in its spatial structure, it endorses the segregation and isolation of the refugees. Its function is central in official refugee politics, management and decision making, where the army, police, judicial authorities and NGOs collaborate smoothly.

The 300 approximate refugees that are kept in Petrou Ralli are piled inside cells under miserable conditions, where they are kept in a state of uncertainty.

CONSTANT STRUGGLE UNTIL THE LAST PRISON & DETENTION CENTRE HAVE COLLAPSED

ssaekk.espivblogs.net

Solidarity Actions Across Europe For #CityPlaza, #SquatBo and All Other Squats

In Athens, Berlin, Brussels, Frankfurt, Lübeck, Wuppertal and many other cities across Europe people protested against eviction threats against squats on Friday; #HandsOffAll Squats!



Spontaneous demo in Wuppertal, Germany yesterday.

Written by [Riot Turtle](#)

Note: *Enough is Enough* is not organizing any of these events, we are publishing this text for people across the US and Europe to be able to see what is going on and for documentation only.

The Coordination of Refugee Squats (City Plaza, Notara 26, Oniro, Spyrou Trikoupi, Arahovis, 5th School, Jasmine School, Acharnon 22) [called for yesterdays international day of action "Hands off the squats"](#). In the call activists demand to keep the squats open, to close the camps and detention centers, to cancel the shameful EU-Turkey deal, to open the borders and stated that "you can't evict a movement!"

In the past year repression against refugees and supporters has increased with evictions, arrests and police violence in various EU member states. Some of the squats where refugees lived in a self-organised way were evicted, for instance in [Thessaloniki](#), [Athens](#) and Belgrade. Again and again there are reports from police violence against refugees in France, [Croatia](#), [Hungary](#) and other European countries. Since the EU/Turkey deal refugees are being detained at the Greek islands and deported back to Turkey.

In Athens people protested against a possible eviction of [City Plaza](#), Papouchadiko and Zoudochou Pigis 119 in front of the ministry of migration. Projects like City Plaza succeed in where the Greek government and other EU member states fail; a self-determined life, a life with dignity for those who travelled to a putative Europe under extrem hard conditions. A life where it doesn't matter which papers people have but instead a life where people can live together in a self-organised way. Since the former City Plaza hotel was squatted more than a year ago, after the building was empty for several years, more than 1500 people lived in the building. 400 at any one time. Among them where many refugees and supporters from many countries. While EU member states closed their borders, sharpened their asylum laws, detaining and deporting more and more refugees, people in Athens have buildup self-organised projects like City Plaza together with refugees.

Image gallery; Protests against a possible eviction of [City Plaza](#), Papouchadiko and Zoudochou Pigis 119 and all other squats in Athens yesterday.

In Berlin people protested in front of the Greek embassy. In Frankfurt in front of the Greek consulate. In Frankfurt activists delivered the consulship a letter in which they wrote that its clear the Syriza government

wants to close all self-organised spaces, including refugee squats. In the letter the activists also wrote that they consider an eviction of City Plaza or any other squat as “an attack against all of us” and that they “know how to use the power of solidarity.”

Image gallery; Protests against a possible eviction of [City Plaza](#), [Papouchadiko](#) and [Zoudochou Pigis 119](#) and all other squats in Berlin yesterday.

In Wuppertal, Germany there were 2 actions against the eviction threats against City Plaza, [SquatBo \(Hernerstr 131 in Bochum, Germany\)](#) and all other squats. Shortly after 06:00pm an unregistered spontaneous demo marched through the city center and handed out many flyers to passersby. About two hours later activists did a banner drop at the main train station. The banner readed “City Plaza is everywhere!” It wasn’t the first solidarity action with City Plaza and other squats in Wuppertal. On April 30 activists did a [small action in front of the former \(evicted\) Marien 41](#) squat in Wuppertal. The Hernerstr 131 squat in Bochum is also under immediate threat of eviction. Earlier this week there was a [spontaneous demo in the city center of Bochum](#) as well.

Image gallery; Protests against a possible eviction of [Hernerstr 131 \(#squatBo\)](#), [City Plaza](#), [Papouchadiko](#) and [Zoudochou Pigis 119](#) and all other squats in Wuppertal yesterday.

In Brussels there was a solidarity action in front of the Greek embassy (image below).

In Lübeck (Germany; image1 below) and Rostock (Germany; image 2 below), activists sended solidarity messages on banners.

Mexique

Ké Huelga Radio: Against the Elections

The post [Ké Huelga Radio: Against the Elections](#) appeared first on [It's Going Down](#).

The following text is a response from [Ké Huelga Radio](#) to the CNI (National Indigenous Council) and the EZLN (Zapatista Army of National Liberation) who have decided to [run a candidate in the upcoming elections](#).

Eighteen years ago, with the momentum of the student strike of 1999 in the National Autonomous University of Mexico, the foundations were set for Ké Huelga Radio to be born. We were born as a space of free and self-organized communication, characterized by our maintenance of autonomy from the state—its institutions and governments. For that reason, since then until now, our project has not participated in any electoral strategy, nor have its free airwaves served to promote voting or the legitimization of the state. Now, we have reflected on the political directions of the times, and the new patterns of struggle in the electoral arena, including the agreement of the National Indigenous Congress released in January 2017.

We believe the proposal of CNI to participate in the elections with an Indigenous spokeswoman and Indigenous Government Council, within the framework of an independent candidate, opens an unprecedented stage in the political history of the country. For this, like on other occasions, before themes and contexts that we consider important, we want to share with you the posture of the radio within this panorama.

Now, like 18 years ago, we have decided to maintain ourselves outside of political institutions, media campaigns and electoral processes to come. We consider that to unite ourselves and give diffusion to a

proposal or initiative that is written within the electoral framework will help to legitimate the political system, which is a fundamental element of the state and capitalism that is killing us daily.

For this reason, as a collective, we have decided as Ké Huelga to not participate in the electoral process and to not promote any type of candidate nor electoral campaign in the upcoming federal elections. We have decided to not be participants in the legitimization of a state and institutions that cause death, war and destruction.

To the nations, towns, neighborhoods and collectives that make up the CNI, we want to say that we recognize and respect you. Many times we have learned from you and your experiences. We will continue sharing your struggles for autonomy and defense of territory.

Our radio project, furthermore, will redouble its efforts to continue existing. We will continue communicating resistance and rebellion of the social struggles in defense of Mother Earth and water, for life, for the presentation of our disappeared, for freedom of political prisoners, against war, against patriarchy and femicides, in defense of the conditions of a dignified life, against capitalism, against the state and for a new world.

Ké Huelga Radio

Free, Social and Against Power

June 2017

Suisse

Bâle, Suisse : Contre l'État, ses frontières et ses prisons !

Toute la misère, tous les migrants, les marginaux, les criminels, les rebelles sont d'ores et déjà repoussés en périphérie de Bâle, très loin des yeux de la masse qui réussit. Jour après jour, des gens sont enfermés à « Bässlergut », leurs rêves enterrés sous des murs froids. Semaine après semaine, ici, des gens sont déportés contre leur volonté.

En ces temps où face à l'Europe forteresse, la guerre a été déclarée à la masse indésirable de gens qui ne promettent aucun profit à l'Europe « paradis de la marchandise » et en ces temps où bat son plein la chasse à ceux qui sont parvenus à atteindre le continent européen malgré tous les barbelés et les camps, les flics et les organisations humanitaires, l'agence Frontex et les militaires; en ces temps où la folie sécuritaire donne naissance à diverses formes de surveillance, est prévu l'aménagement de « Bässlergut » en un gigantesque complexe de différents camps et prisons.

La prison est en cours d'agrandissement du fait de la construction d'un nouveau bâtiment qui offrira finalement plus de places de détention, aussi bien pour des courtes peines d'emprisonnement que pour des rétentions administratives. Le centre d'accueil doit être transformé en un centre fédéral pour demandeurs d'asile, dans lequel les demandes seront traitées de manière plus rapide et plus efficace, tout en maximisant ainsi le contrôle.

Si à l'heure actuelle les frontières aux confins de l'Europe ont été fermées et ne cessent même d'être renforcées, il est impossible d'oublier qu'il y a partout, même ici à Bâle, des frontières aménagées et renforcées nous séparant d'une vie libre.

Les frontières sont partout, combattons-les ici comme partout ! Luttons contre « Bässlergut » et son extension !

Nous encourageons tous ceux qui veulent perturber le régime migratoire européen, qui cherchent à mettre des bâtons dans les roues de la machine à expulser, qui cherchent à en finir avec le contrôle quotidien de nos vies, qui eux-même ne veulent pas être enfermés dans ces cages dégueulasses, qui cherchent à renverser

cette société fondée sur la domination et la soumission, qui se défendent contre ce complexe carcéral par tous les moyens.

Nous encourageons tout le monde à s'unir avec des amis et des sympathisants, à s'organiser, à fomenter des plans, à pourrir et à attaquer tous ceux qui veulent nous voir en spectateurs devant le renforcement permanent du pouvoir.

Car contrairement à ce que les dominants cherchent à nous faire croire, à savoir qu'ils seraient intouchables et tout-puissants, nous affirmons que la révolte est possible, que le feu de la liberté vit tant qu'il y a des individus pleins de détermination et de joie qui s'opposent à leur propre soumission.

Vive la révolte !

Zurich, Suisse : Attaque incendiaire d'un collabo notoire de la future maxi-prison de Bässlergut



Dans la nuit du 20 juin, un engin incendiaire a été placé sous une camionnette de l'entreprise IMPLENIA. IMPLENIA s'implique dans [le chantier d'agrandissement de la prison de Bässlergut à Bâle](#). Toutes les entreprises, institutions et individus qui dessinent les plans, construisent et gèrent camps et prisons sont coresponsables du maintien des structures répressives.

Ce feu est aussi en solidarité avec [la compagne anarchiste condamnée pour braquage de banque à Aachen](#) et avec tous les compagnon-nes ciblé-es par [l'opération « Scripta Manent »](#) en Italie.

Pour plus de jolis feux nocturnes !

Pour la destruction de la société carcérale !

[Traduit de l'allemand de [linksunten](#), 20. Juni 2017]

Nouvelles tentatives d'évasions à la Favra : révolte légitime !

La Tribune de Genève d'hier nous apprend que trois nouvelles tentatives d'évasion ont eu lieu à la prison de la Favra, un centre de détention administrative situé aux abords de Champ-Dollon.

Il y a quelques semaines, deux détenus avaient réussi à s'évader au même endroit : après avoir saboté une serrure et bloqué une porte avec une chaise, ils ont cassé la vitre du réfectoire avec une boule de billard pour sortir du bâtiment. Puis, ils ont passé les barbelés à l'aide de couvertures sous les cris de joie des autres pensionnaires.

Selon Philippe Bertschy, directeur général de l'Office cantonal de la détention (OCD), le problème avec la Favra c'est « la structure vieillissante ». Or, nous savons bien que le problème avec la Favra, c'est que l'on y enferme des personnes simplement parce qu'elles n'ont pas de titre de séjour. La bonne nouvelle, c'est que « cet établissement est destiné à être détruit d'ici à quatre ans. Nous ne pouvons pas demander des millions

pour le rénover. » Par contre, la mauvaise nouvelle est qu'il sera remplacé par l'établissement la Brenaz 2 - où des cellules pour familles sont notamment prévues - dès que la prison Les Dardelles sera construite. Les trois hommes qui ont tenté de s'évader ont été placés en cellule forte, à la Favra et à Champ-Dollon. L'évasion [ne constituant pas un délit dans le droit Suisse](#) , sur quelle base un détenu peut il être déplacé d'un centre de détention administratif à une prison ? Si les enfants des cellules familiales de la Brenaz ne sont pas sages, seront-ils aussi transférés à Champ-Dollon ?

Ukraine

Two Excavators Torched by Informal Anarchist Federation in Kiev

Received on 24.06.17:

Kiev, Ukraine: anarchists set on fire 2 excavators

Near the fish farm "Nyvky" on the territory of Svyatoshynskiy ponds, located on the Nivka river, two dragline excavators were burned.

23.06.2017, about 1 a.m., the anarchists approached earth-moving machines, which for months were destroying nature. On the way to the place it was discovered that the roads running through the Belichansky forest were heavily damaged by dump trucks. The indignation of the arsonists was unlimited.

While the guards were quietly sitting in their cabins with the lights on, the guerrillas without any difficulties climbed at the machines.

The EO-4111 excavator was mechanically damaged, and 2 EO-3211 excavators were set on fire. To do this, each diesel engine D-65 was carefully lined with rags and diligently poured with 6 liters of incendiary mixture.

Nearby was laying the old truck cover, it was also placed near one engine.

Excavators burned very well!

Today, any evil for the sake of profit destroys the natural heritage. The power of the oligarchs indulges to it. You do not have to put up with this.

Fight with the destroyers and invaders of nature!

Rivers, lakes and forests should be accessible to everyone!

Anarchists / FAI

Kiev, June 2017

USA

Statement on Recently Arrested Seattle Area Anarchist Wil Floyd

From [Puget Sound Prisoner Support](#)

On April 20th of this year, Wil Floyd was stopped in the Denver airport and questioned about his involvement in

the Seattle anti-capitalist march on May 1st 2016. During that stop the FBI questioned and collected fingerprints and DNA from Wil. Three days before May Day this year Wil was arrested at a residence in Wisconsin and charged with one count of unlawful possession of a destructive device after allegedly throwing a molotov cocktail at police on May Day 2016. News articles that were released soon after Wil's arrest said that FBI Joint Terrorism Task Force Investigator Mike Baldino told the Seattle Times that Wil had cooperated with their investigation by admitting that he had manufactured and later thrown unlit Molotov cocktails on May 1st 2016.

Puget Sound Prisoner Support became aware of Wil's stop and arrest when he was taken into custody, and since then we have been trying to get more information on the nature of his self-incrimination and his conversations with the FBI in an attempt to ascertain if we would be able to offer him support. Unfortunately, we have recently learned that Wil has given information to the FBI about people other than himself. The fine details of this information are not clear, but since his initial questioning, Wil confided in at least one person that he has given information about other individuals in relation to his case. Whether this information was directly or indirectly incriminating, we don't know. And everyone who was spoken of that we know of has been told of this fact.

This information might have come at the end of a long interrogation process, or because he thought he could outwit the investigators, or for any number of common reasons that people mistakenly implicate others. Regardless of the reason, giving information about others to law enforcement makes our communities less safe and has the potential to seriously endanger both the specific individuals who were named and the broader community. For this reason, we are forced to publicly state that we will not be supporting Wil through his legal process, and we want those we work with and our broader communities to understand why.

Who is Puget Sound Prisoner Support?

You probably haven't heard of us unless we've met you at court after a demo or protest in the Seattle area within the last few years. We are an ad hoc group of friends that informally come together based on need. We're not lawyers, paralegals, law students or professionals of any kind. Our knowledge and understanding of the legal system is based on experience from doing support for arrestees and being the arrestees in the past. There is no NGO or non-profit paying us to be in court, therefore we're not responsible to anyone but ourselves and those we are supporting.

We offer support to people facing charges, their families, and their crew in a handful of different ways. We can help provide you with physical support at your court dates; we'll show up, and promote it as far as you want to get other people to show up as well. We can also provide money for bail or commissary; sometimes we throw benefits or fundraisers to help people pay their legal fees. We can also offer useful information on court proceedings for you and your crew; we aren't lawyers, but we do know some and we can put you in touch with them. Need a ride to court? We can try and get that taken care of also, along with other direct material needs. We're all anarchists, but you don't need to be for us to support you. All you need is to adhere to some basic ideas of solidarity. We don't support people who cooperate with the prosecution, either through directly incriminating others or indirectly through giving information they deem is "unimportant" to an investigation. Our support is not based on a person's innocence or guilt, but our intention is to keep everyone as safe as and as free as possible. We don't support people who have conversations with the prosecutor or DA's office. We don't support people who provide other people's names to the police, the state or the media. Those who talk about other people help create more repression in the long run and we believe it is an important to set a precedent that those who aid in the state's repressive efforts do not receive support.

Resources

Here are some resources to read in case you ever find yourself face-to-face with a federal or state law enforcement agent...

<http://ift.tt/291YI75>

<http://ift.tt/1lkTmSI>

<http://ift.tt/2qsy24r>

Suffice to say, the main ideas are: *Don't agree to speak to them or answer even simple questions. *Request the presence of a/your lawyer immediately if you are taken into custody *If you are free to leave, do so. *Do not lie in an attempt to outsmart them, their job is to get information from you and they are very good at what they do. Also lying to an FBI Agent is a federal crime. *Lawyer up and contact your comrades and friends immediately, we are all safer knowing what kind of agents are lurking around.

If you have been contacted by the FBI/JTTF/SPD please let us know and we will try and find you appropriate legal help and aid you in navigating that process. psps@riseup.net

[A Response to “Beyond Bash the Fash”](#)

[originally published on It's Going Down](#)

This is a response to the IGD podcast, “[Beyond Bash the Fash](#).” I want to state clearly that I encourage people to listen to the podcast and I not only enjoyed the discussion which I felt was done in good faith, but took away a lot from it. The discussion itself is an important one, and having critical reflections about our activity is needed. Despite certain things in the discussion that were said that I disagreed with, overall I thought that those talking were generally respectful of people putting themselves on the front lines and risking life and limb to confront the far-Right, and that their points of critique should be viewed as part of an ongoing conversation, not a line in the sand.

Overall, I thought the point that in the US context, confronting white supremacy generally means confronting not *just fascists* in the ideological sense, but often people that want to strengthen and defend settler democracy, was well taken. The rise of both ‘Based Stickmen,’ the Deplorable Trump subculture, and the growing power of the militia movements are all testaments to this. What follows are some general points of disagreement and a continuation of the conversation started in the podcast.

I encourage other comrades, including the comrades in the podcast, to continue this ongoing conversation in good faith and in the spirit of deepening and furthering our strategy and organization.

Nature of the far-Right in the US Currently

While the podcast is correct in noting that large chunks of the far-Right in the US seeks to uphold and defend the American colonial project, at the same time there is no doubt that fascist and national socialist ideas have had a big impact on the greater far-Right. Posse Comitatus, which informs modern militia movements, grew out of neo-Nazi and national socialist circles. The KKK, post World War II, also began to become “Nazified,” especially leading up to and after Greensboro, where the various Klan factions began working more closely with neo-Nazi formations, as discussed in the IGD podcast presentation from the [John Brown Anti-Klan Committee](#). The modern militia movement itself, as discussed in *Blood and Politics: White Nationalism from the Margins to the Mainstream*, also came out of a popular front between the Aryan Nations, the far-Right, and gun-rights groups. So to be short, sure, much of the far-Right is “democratic,” but we shouldn’t deny that it has been influenced to a large degree by fascist and neo-Nazi formations.

But to get to the heart of understanding the fascist threat in the US currently, is to understand beyond it’s ability to generate violence, poach disaffected people from our ranks, and also attack our movements – is that today it functions as a de facto arm of the State. We used to joke that trolls on A-News were secretly feds, well now we have Alt-Right trolls running fake Twitter accounts, pushing Trump supporters to violence and stoking the imaginations of far-Right media. [While as even those on the Right have pointed out](#), these accounts have been bigger points of sabotage not for us, but for them, the desire to attack our movements and [spread disinformation](#) ultimately is no longer the task of *just* the State, but auxiliary far-Right forces.

In the case of the [antifascist who was recently arrested in Berkeley](#), it was in the wake of a campaign by 4chan trolls who doxxed and then pressured the local police to arrest him. Already this kind of activity is spreading to other arenas, with the far-Right harassing Leftist and radical professors and unleashing ‘troll storms’ on anyone that stands up to them.

The point simply is, we live in a time where the far-Right acts as another arm of the government, as it simultaneously calls for *both* a fascist revolution and also to strengthen existing American white supremacy. Such a stance is ironic and always contradictory; claiming to be the true rebels yet also openly calling for the US government to create a police state in the wake of the Virginia shootings (slog through *The Daily Stormer*) to destroy the Left. This in itself shows the dual nature of the American far-Right, and one that we find a reflection of in the relationship between Islamic terror groups and Middle Eastern nation states.

Anarchists in US Antifascism and Critique of the “European Model”

There is currently some anxiety among anarchists, especially those that have been abroad and learned from the movement outside of North America, that a growing ‘antifa’ subculture will mean a diminished and diluted anarchist movement. Both [CrimethInc. and Peter Gelderloos](#) bring up these concerns in their IGD podcast interviews. While there are kernels of truth in this critique, we must also keep in mind that similar critiques have also been made about the insular nature of the squatting movement, or the limits of 21st Century anarcho-syndicalist unions, such as the CNT, which currently is about the same size in regards to Spain as the SEIU is in the United States. In short, yes, antifa in Europe has limitations, *but so does everything*.

The point made in the conversation however that I do strongly agree with, is that the antifascist struggle should not, and doesn’t have to be a reason to hide or set aside our wider revolutionary aspirations. As Durutti said, *“We make war and revolution at the same time.”*

Moreover, if we look at the history of anarchists involved in anti-racist and antifascist struggles in the United States, starting with [the history of anarchists and proto-anarchists fighting slavery and for abolition](#), we come of course to Anti-Racist Action (ARA). What is important about ARA is that it explicitly did not lock itself into being *just* about fascism, but also organized defense of reproductive clinics and moreover helped in the formation of anarchist organizations such as Love and Rage. In short, ARA took into consideration many of the same potentially limiting factors that the speakers in the podcast bring up.

This is not to say, “gotcha!,” but to simply point out historically in the US it has been possible to conceive of and carry out an antiracist current of confrontational organizing that begins to address some of these critiques.

What Anarchists Often Get Wrong About Other Anarchists Doing Antifascist Work

If you would have asked me about the threat of fascism before the Charleston Massacre, I would have shrugged. Sure there might be some neo-Nazi boneheads lurking in big cities, or KKK groups burning a cross once in awhile to stay relevant, but...*it's not that big a deal*.

Then Charleston happened. Then neo-Nazis came out to support the police in Olympia. Then 4chan and militia supporters shot up the Justice for Jamar encampment in Minneapolis. Then the rallies began, and Trump... Suddenly, it felt a lot more real. In the wake of this, much of the larger anarchist movement began engaging in antifascist organizing, responding to Trump rallies, and by and large, organizing large demonstrations and spectacular showdowns. Looking for a way to frame what was happening, the media focused on the concept of *antifa* as simply the Left (or *not Right*) version of the Alt-Right, much in the same way they reduced our movement to simply [the black bloc](#) during the anti-globalization movement.

But what this misses is the reality that some anarchists and other radicals have [for years and decades been slogging in the trenches](#), doing the hard and arduous task of doing antifascist organizing – without that spotlight. It is now these skills, knowledge, and resources that we as a larger movement build upon. But to suppose that it is these groups, that for many years have been doing this work largely in isolation, are somehow taking away energy from other struggles, would in my opinion, be a mistake.

But to be clear, I think the more central issue and hard question, just as in the post-Occupy moment, is *what do we do with the newer people coming into anarchist circles* that are coming through antifa? With Occupy, we faced a situation where many of the organizational frameworks of anarchism were used, (consensus, assemblies, affinity groups), but often the critique of democracy, capitalism, and white supremacy was watered down or non-existent. Today, many young antifascists are open to the tactics and often symbols of anarchism, but often lack the overall critique of the Left. [Well, let's give it to them.](#)

Regardless of the situation, these problems are always going to arise, each and every time new people come in. Just as [CrimethInc. pointed out we must factor](#) into our organizing the realities of repression, so too must we factor in both bringing in new people and giving them the skills and resources to develop a rounded analysis. One thing is for sure, we shouldn’t push these new people away, we should welcome and encourage them. Antifa is the new Food Not Bombs, so pass me some slop.

hIThis again goes back to both the anxiety of what anarchists are spending their time on and the idea of *what*

we should be doing. In my mind, this answer can't be universal. It will be different in all different cities, towns, and regions. While the point that the speakers raise is a good one, that we should not forsake organizing on a wider scale in order to *get that one man*, this is a ultimately conversation and question about movement strategy overall, not just a singular problem of one subset of the overall movement. In short, just as we wouldn't ask people solely focusing on prisoner support to stop what they are doing, because we all need that infrastructure to be ready when the hammer falls, we must also be grateful to the comrade who trolls *The Daily Stormer* everyday, if only to learn that something bad is about to go down.

The point here is two fold: antifascism is a necessary component of anarchist organizing in today's age. If you're going to be involved in radical organizing, you might encounter a livestreamer with a Kek flag before you ever brush up against an FBI agent. Second, with chapters of various groups springing up around the country, pipeline campaigns popping up left and right, and antifa crews being birthed into existence every month, let's work to bring all these forces together if we can, learn from each other, and become stronger as a material force. *That's power* and the [recent mobilizations on June 10th show that it's possible](#).

And, if and when the next large scale social movement and struggle kicks off, we sure as shit won't be sad that the next generation of anarchists cut their teeth of antifascist organizing, networked with established groups and crews, and began to organize and put down roots in their communities.

There is No One 'Antifa' Model Currently in the US

There is often a critique of the 'antifa' model, however to speak of there being one singular approach would be to create a misnomer.

Currently there exists several models, and often these approaches re-enforce each other, but in each case, differ. There is the "[mass antifascism](#)" method of groups such as the General Defense Committee, that focuses on mass community mobilization in response to far-Right groups. There is the more, surgical and confrontational approach, that is more affinity and crew based. There are anarchists that do not organize under the antifa banner, yet are part of the broader antifascist struggle. And there are also numerous organizational approaches, from the Torch Network to a wide variety of autonomous antifascist crews and organizations. One thing that should be important to note and something that we should feel good about, is that post April 15th in Berkeley, tactics have both changed and evolved as our numbers have grown, while the far-Right has dwindled in size and begun to eat themselves and splinter. Meanwhile, their rallies have gotten smaller, more pathetic, and they are forced to search for anything that mobilizes some sort of base as broader interest has faded. The majority of white people, like the majority of *all* people, care about bread and butter issues: housing, health care, wages, jobs, the environment they live in, education, etc, not '*white genocide*.' While Trump gave them a sea to swim in and false sense of unity, now they are forced to crisscross the country on the good authority of a fake Twitter bot that antifa is going to pee on a statue in the middle of some random city. *The ethno-state is just around the corner goys!*

At the same time, support for Trump is a fucking joke and the only thing that unites the Right is the fact that *our* movement is growing. While Trump may have opened pandora's box of the insurgent far-Right, it will also turn much of his base against him and open to anti-capitalist ideas. Moreover, our work has paid off, our message and critiques are generalizing, and more importantly, we are forcing them to react to *us*, [not the other way around](#).

What Should Change?

Another key question to raise is that if the focus of antifascism grew (as it should) from just being focused on the Richard Spencer's or Matt Forney's of the world and onto to a broader strategy of community self-defense and opposition to settler colonial democracy, *what exactly would change?* Is it simply the optic of not using *fascist* as the category that we oppose? Is it our critique of the structures of power and domination? Is it tactical, or all these things?

Task of Anarchists and Antifascists Currently

It is clear that the far-Right and the Alt-Right will continue to organize rallies up to the point when they finally

realize that they should probably stop and go back to solidifying their cadres, distance themselves from the Posobiec's and Cernovich's of the world, and instead prepare again for a point of intervention. Moreover, they have already called for demonstrations throughout the Summer, and people like Kyle Chapman Baked Alaska have even created an industry around such engagements.

Also, whatever faction of the far-Right we are talking about: Alt-Right, Alt-Lite, and New Right – they all are fighting over the same scraps of *Breitbart* readers, remaining Trump supporters, and 4chan trolls while the gobbling is good, like competing socialist cadres trying to sell newspapers at a union meeting. Let's burn into our minds that for the *ecosystem* of the Right, they desperately need us, and not the other way around. While each of these upcoming demonstrations will present their own dynamics at play and their own obstacles to overcome, in general, antifascist mobilizations are going to continue throughout the summer, and more likely into the fall, as groups like Identity Evropa move to heavily organize on campus. With this in mind, in my view we have several tasks ahead of us.

- **Bring as many people up to speed as possible on the threat and nature of the far-Right and the Alt-Right.** Explain to people that the threat isn't bumping into some dude with SS bolts at the pool hall, it's much deeper and much more insidious. We need to explain the way that the far-Right media works hand in glove with Alt-Right trolls, as does the militia movement with the police and Homeland Security, and in turn, helps to protect and give cover for white nationalists and neo-Nazis. In short, the more people know about these groups, how they operate, what they believe, and how they all work (and don't work) together, the better. This means mass educational events, film screenings, and distribution of information.

- **Build mass antifascist mobilizations while bringing new people into the organizing.** In my view, combative and militant 'antifascist approaches' are only going to work within the context of mass mobilizations. Thus, modern antifascist organizing requires all of the components now of *major mobilizations*. Media, medical, legal, etc. While this is an extreme headache to organize and carry out, it is also an opportunity for us to bring in new people into the organizing, reach out to other sectors of the population, and also outflank and out organize the bureaucratic and recuperative Left. This means setting up meetings to plan mobilizations, organizing early and as soon as possible, and having a respect for a diversity of tactics.

- **Reach out to new and upcoming antifa crews and offer skills, training, and knowledge.** Older comrades should realize that they can play a huge role in the formation of the next generation of anarchists and radicals, simply by sharing their experience, skills, and knowledge with younger and newer folks. Don't hide that shit in a bushel basket, share it! Give out zines and books, have people over for dinner, and get to know people as best you can.

- **Generalize resistance.** Mobilizations against the far-Right aren't *just* against the far-Right, it's against an entire system. If Berkeley and Portland show us anything, it's that the police and the State view the far-Right as a set of pawns to use against us. Let's generalize not only our critique of what we are up against, but also how we move and act in these situations.

- **Continue to reach out to sectors that may be attracted to the far-Right and the Alt-Right.** Much of this is already happening, from tabling at gun shows to writing articles for this website, let's keep on trying to engage the base that these movements pull from, not only counter-signalling them, but out organizing them around basic issues that touch all poor and working people.

Anarchists First, Antifascists Always!

[Bloomington, IN: June 11th Report Back](#)

The post [Bloomington, IN: June 11th Report Back](#) appeared first on [It's Going Down](#).

In the month leading up to the [June 11th International Day of Solidarity with Marius Mason & All Long-Term](#)

[Anarchist Prisoners](#), we set up two tables at Boxcar Books with an array of free zines, stickers, and posters for June 11th and about anarchist prisoners.

On June 6th, the bi-monthly Read & Revolt anarchist reading group met at Boxcar Books to discuss “The Sun Still Rises,” a text written by imprisoned fighters of the Conspiracy Cells of Fire (CCF) urban guerrilla group in Greece. It had been nominated by regular attendees of Read & Revolt and, given that it was written by long-term anarchist prisoners, was scheduled for discussion the week before June 11th. Those in attendance for this session seemed to appreciate how concisely it was written, how clear the authors’ intentions were, and how it was written passionately yet without unnecessary flair. The conversation bounced between topics relevant to local conditions, while various ideas throughout the text acted as conduits for people to discuss ideas related to their own personal problematics.

On June 9th, we showed *Sacco & Vanzetti*, a 2006 documentary on the two militant anarchists. Without falling back on idolization and martyrdom, we want to affirm our history. As we continue on a path as anarchists of action, as enemies of this and all states, we carry with us the spirit of those who have, before us, carved out their own path of defiance. After the movie, folks wrote 25 cards and letters to long-term anarchist prisoners in the US.

On June 11th, we held a picnic in a public park as a celebration of anarchist action and in honor of our imprisoned fighters. Beneath black flags, people talked, wrote cards to anarchist prisoners, and shared food. Some comrades prepared a songbook and performance of classic anarchist songs. Anarchists in the early 20th century often held picnics on holidays of their own creation, and we hoped to carry on this tradition. As the world becomes increasingly dominated by the technological mediation of the internet, it is imperative that we create spaces in which we can be together, face-to-face, without the noise of alienated chatter. There is, for us, a clear connection between the walls that separate us from our imprisoned comrades and the walls that separate us all from each other. We celebrate, with joy, the crumbling of both.

Earlier that day, anonymous individuals [dropped two banners](#) in solidarity with Marius Mason and against social control:

As a small, anonymous gesture of complicity, we hung two banners to honor June 11, day of solidarity with long-term anarchist prisoners. These banners are on the main north/south roads into and out of Bloomington. No matter how long he is held at FMC Carswell or in any other cage, we will make sure Marius isn’t forgotten here, especially given the vital role he played in defending the land and building a community of resistance in our region.



On the evening of June 11th, anonymous individuals wheatpasted dozens of posters and put up stickers about imprisoned comrades.

While our efforts this year were modest, they exist within a continuum of action for our imprisoned comrades that manifests *every day*. We take time on June 11th to remember and act for imprisoned anarchists, but this does not stop when the clock strikes midnight. For us, solidarity is not a one-off event, an act of charity, or something removed from our daily lives – it is an inseparable part of our existence as anarchists, a tension affirmed through action. Solidarity is the word in our mouths, the rock in our hand, and the blood in our veins... The prison walls cannot break us.

[Taking Back Pride: Philly Report Back](#)

The post [Taking Back Pride: Philly Report Back](#) appeared first on [It's Going Down](#).

“As of mid-June 2017, thirteen black and brown trans women have been murdered this year.”

While LGBTQ Pride began as a riot lead by black and brown trans women, today's Pride celebrations do nothing to address the unjust system that oppresses queer people of varying intersectional identities, namely Queer Trans People of Color (QTPOC). As of mid-June 2017, thirteen black and brown trans women have been murdered this year. Queer youths are kicked out of their homes and make up almost half of the homeless youth population across the country. Transphobia and transmisogyny run rampant in all aspects of culture. Instead of throwing bricks, burning police cars, or taking it to the streets in protest, Pride has lost its revolutionary roots and instead become an agent of the very thing that oppresses us.

On Sunday June 18th, Philadelphia Pride proved problematic as ever, starting with the sponsorship by multiple alcohol brands, big banks, and investment companies. These corporate interests do not at all represent the struggles of QTPOC, and often systemically oppress these populations further. After the corporate Pride parade, instead of an accessible community-based event, attendees were expected to pay fifteen dollars to get in to a post-celebration at Penn's Landing, just to pay even more money for everything inside. Pride should be an inclusive celebration, but instead, if you are one of the hundreds of homeless LGBTQ youth in

Philadelphia, you likely wouldn't even be able to afford to attend.

More than ever we need a Pride that isn't cissexist, racist, and transphobic – but Pride has been co-opted. Philadelphia's queer community is not short of racism: the senior adviser for Philadelphia corporate Pride is a huge Trump supporter, the owner of the gay club ICandy throws around the “n-word,” and there was huge backlash when the City of Philadelphia included a black and brown stripe on the rainbow flag this year. Realizing that something had to be done, Philly's Equity Coalition organized an event called QTPOC Take Pride Back that aimed to start with a rally at City Hall, protest along certain areas of the corporate Pride parade, and end in a protest at Penn's Landing. Through community organization, the event was able to draw in people from different backgrounds and give voices to the black, brown, and trans members of our community who too often are ignored during Pride. QTPOC Take Pride Back shed light on the sick injustice that Pride itself has become in exploiting queer people for money while serving the interests of the cis white gay men.

QTPOC Take Pride Back started off at City Hall with a group of about 65 who gathered to listen to speakers that galvanized the crowd with their personal experiences as queer people of color. As the event progressed, police presence began to grow. First, a group of about ten bike cops were stationed on the corner, two undercover police stood on the sidewalk behind the crowd, then a police van parked nearby, and finally a counter terrorism vehicle parked behind that van. As the speakers began to conclude, a black bloc of about 20, donning militant queer branded shields and flags, descended upon the event creating a protective barrier behind the QTPOC Take Pride Back attendees. Dozens of matching flags and trans colored bandanas were passed out in solidarity with the bloc.

Shortly after the speakers finished, organizers roused the crowd to begin the march. The march from City Hall was lead by QTPOC and the bloc was in a “U” formation around the back to protect the vulnerable sections. Shields and flags were used as noise makers as several chant leaders shouting “take Pride back!” As QTPOC Take Pride Back and the bloc marched, they were immediately followed by a wave of bike cops flanking both sides attempting to disrupt the march and discourage marching. They were unsuccessful and the march cut down the middle of Broad Street. At this point, the police began their aggression towards the bloc and plain clothes protestors by riding in the streets and attempting to hit protesters with bikes.

The front of the QTPOC Take Pride Back march began to make it's way down a side street, in order to gain access to the corporate Pride march, but was blocked by bike cops once again. After some maneuvering, the march was able to go down another side street to gain access to a section of the corporate Pride parade. Then police quickly formed a line of separation between corporate attendees and the march. On megaphones, the QTPOC Take Pride Back marshals encouraged the crowd of corporate parade attendees to realize the damage being done to the LGBTQ community and to join them in the streets in solidarity.

As the QTPOC Take Pride Back march continued on each street continued to be blocked by police. At one point a police line on a particularly isolated street began physically assaulting plain clothed QTPOC Take Pride Back marchers, using their bikes as weapons to slam people to the ground and hit people, even openly punching and grabbing trans people. Luckily, the bloc and marchers jumped to action defending targeted folks and actively resisting the police violence through the use of shields and flag poles. It should be noted that any and ALL comrades who were grabbed were successfully de-arrested and no arrests were made.

“some corporate Pride attendees were high-fiving and fist-bumping with police, the same police who 20 minutes before were smashing their bikes...”

After several kettling attempts and increased violence by police, the QTPOC Take Pride Back marchers and black bloc were separated into three sections: two were caught on cross streets and the other, representing a large number of the bloc, escaped into the corporate Pride parade, quickly followed by a line of police. Even with a guard of police, the bloc was immediately met with intense cries of support by corporate Pride attendees and many even joined in anti-cop and anti-corporate chants. However, some corporate Pride attendees

dissented and were high-fiving and fist-bumping with police, the same police who 20 minutes before were smashing their bikes in to QTPOC. Once the corporate Pride parade route had finished, the black bloc to exited the march without issue.

Even though protesting outside of Penn's Landing was no longer possible due to the amount of police violence shown toward QTPOC Take Pride Back marchers and the bloc, the goal had been fulfilled through infiltration of the corporate Pride parade, protection provided to marchers by the bloc, and bringing awareness to corporate Pride parade attendees. Afterward, a free queer picnic for the community was provided by a local Food Not Bombs chapter and other accomplices. The picnic itself embodied another portion of what LGBTQ Pride should be about: community building, support, compassion, and free access for everyone no matter income or background.

Reflecting back on June 18th, it's apparent that only through militant resistance of the state and its corporate entities will progress be

reached. Queer people must ask themselves: What would Marsha do? What would Sylvia do? What would our other Queer siblings who started the Stonewall Riots do? For every brick we grab, every body we put on the line, every pig we face, every window that gets smashed, we do so with them.

Special notation: in the days

following June 18th, it became clear that the level of resistance for QTPOC Take Pride Back from the police came directly from a 9-1-1 call by a cis white gay male organizer who sought to attack the Equity Coalition. This is a stark reminder of the history that liberals have had condemning revolutionary movements across the years.



Statement on Wil Floyd, Recently Arrested in the Seattle Area

The post [Statement on Wil Floyd, Recently Arrested in the Seattle Area](#) appeared first on [It's Going Down](#). On April 20th of this year, Wil Floyd was stopped in the Denver airport and questioned about his involvement in the Seattle anti-capitalist march on May 1st 2016. During that stop the FBI questioned and collected fingerprints and DNA from Wil. Three days before May Day this year Wil was arrested at a residence in Wisconsin and charged with one count of unlawful possession of a destructive device after allegedly throwing a molotov cocktail at police on May Day 2016. News articles that were released soon after Wil's arrest said that FBI Joint Terrorism Task Force Investigator Mike Baldino told the Seattle Times that Wil had cooperated with their investigation by admitting that he had manufactured and later thrown unlit Molotov cocktails on May 1st 2016.

Puget Sound Prisoner Support became aware of Wil's stop and arrest when he was taken into custody, and since then we have been trying to get more information on the nature of his self-incrimination and his conversations with the FBI in an attempt to ascertain if we would be able to offer him support. Unfortunately, We have recently learned that Wil has given information to the FBI about people other than himself. The fine details of this information are not clear, but since his initial questioning, Wil confided in at least one person that

he has given information about other individuals in relation to his case. Whether this information was directly or indirectly incriminating, we don't know. And everyone who was spoken of that we know of has been told of this fact.

This information might have come at the end of a long interrogation process, or because he thought he could outwit the investigators, or for any number of common reasons that people mistakenly implicate others. Regardless of the reason, giving information about others to law enforcement makes our communities less safe and has the potential to seriously endanger both the specific individuals who were named and the broader community. For this reason, we are forced to publicly state that we will not be supporting Wil through his legal process, and we want those we work with and our broader communities to understand why.

Who is Puget Sound Prisoner Support?

You probably haven't heard of us unless we've met you at court after a demo or protest in the Seattle area within the last few years. We are an ad hoc group of friends that informally come together based on need. We're not lawyers, paralegals, law students or professionals of any kind. Our knowledge and understanding of the legal system is based on experience from doing support for arrestees and being the arrestees in the past. There is no NGO or non-profit paying us to be in court, therefore we're not responsible to anyone but ourselves and those we are supporting.

We offer support to people facing charges, their families, and their crew in a handful of different ways. We can help provide you with physical support at your court dates; we'll show up, and promote it as far as you want to get other people to show up as well. We can also provide money for bail or commissary; sometimes we throw benefits or fundraisers to help people pay their legal fees. We can also offer useful information on court proceedings for you and your crew; we aren't lawyers, but we do know some and we can put you in touch with them. Need a ride to court? We can try and get that taken care of also, along with other direct material needs. We're all anarchists, but you don't need to be for us to support you. All you need is to adhere to some basic ideas of solidarity. We don't support people who cooperate with the prosecution, either through directly incriminating others or indirectly through giving information they deem is "unimportant" to an investigation. Our support is not based on a person's innocence or guilt, but our intention is to keep everyone as safe as and as free as possible. We don't support people who have conversations with the prosecutor or DA's office. We don't support people who provide other people's names to the police, the state or the media. Those who talk about other people help create more repression in the long run and we believe it is an important to set a precedent that those who aid in the state's repressive efforts do not receive support.

Resources:

Here are some resources to read in case you ever find yourself face-to-face with a federal or state law enforcement agent...

["If an Agent Knocks"](#)

["Know Your Rights"](#)

["If An Agent Approaches You"](#)

Suffice to say, the main ideas are: *Don't agree to speak to them or answer even simple questions. *Request the presence of a/your lawyer immediately if you are taken into custody *If you are free to leave, do so. *Do not lie in an attempt to outsmart them, their job is to get information from you and they are very good at what they do. Also lying to an FBI Agent is a federal crime. *Lawyer up and contact your comrades and friends immediately, we are all safer knowing what kind of agents are lurking around.

If you have been contacted by the FBI/JTTF/SPD please let us know and we will try and find you appropriate legal help and aid you in navigating that [process. psps@riseup.net](mailto:psps@riseup.net)

Bloc Party Interview: Repression & Resiliency

The post [Bloc Party Interview: Repression & Resiliency](#) appeared first on [It's Going Down](#).

When we started writing this column almost two years ago, we wanted the focus of it to be on repression, prisons, and prisoner support. In our experience, those areas of organizing so often have crossover. Those who are drawn to anti-repression organizing are often the same ones hosting the local prisoner letter writing night, throwing down on jail support or fundraising for prisoners. Sometimes it can feel like it's just your crew who rolls in the streets together, crimes together and then writes letters and does legal support work together. But, we're pretty sure that is true of a lot of crews.

We see you. We see a lot of you doing all of it. We see you taking the big risks and then holding each other through the fallout. We see you trying not to back down, trying to stay fierce. We also see how tired you are. Guess what? A lot of us are. We're tired and this shit is exhausting. It can feel like we're never winning and maybe we never will. It can feel soul shattering and immobilizing, all of this work we continue to take on offensively while trying to keep our defense going.

The trouble that we've personally run into, and we see our comrades running into in many places, is that it is a struggle to be vulnerable with each other in these moments. We want to challenge our friends on the bloc to consider what it means to be vulnerable in order to build our resiliency during moments of repression. Because our resiliency as a movement is dependent on more than great legal strategies and great fundraising skills. When it comes to facing down the worst the state and it's henchmen have to offer, our resiliency is also dependent on our abilities to move through trauma and continue fighting at the same time.

photo credit: zola_mtl

At Another Carolina Anarchist Bookfair (ACAB) there was a workshop that touched on some of these feelings we'd been having and we've seen some of our fiercest friends struggling with. The workshop description was as follows:

With the continuing waves of repression, we hope to build tools that combat the fear that we carry in our bodies. We are looking for new ways to strengthen resiliency in both our social movements and ourselves to negate the embodiment of state repression. This workshop will utilize movement and dance in an exploration of self and the boundaries of fear. The goal is to reconnect the body and mind in order to facilitate a physical and emotional experience while creating collective potential and resiliency. We desire something other than talking, and we recognize this may be outside the realm many of us are comfortable or familiar with. Come prepared to move!

We're proud to say that our friends are brave and incredible, but let's face it, we're all horrible at admitting that all of this is taking a toll on our spirits. So we hit up the presenters of "Kinetics: A Movement-Based Workshop Building Resiliency Against Fear and Repression," and asked if they wanted to talk a bit more about repression, trauma and resiliency in our movements. Both presenters were a part of the Ferguson uprising among other struggles and their perspective on this topic struck a chord with us. We're pleased to share it with all of you.

Y'all did a workshop at ACAB that was unlike anything we've ever seen offered at an anarchist book fair. Can you tell us a bit about what the workshop was and where the inspiration came from?

The workshop was movement based, using bodywork and dance as tools to build greater emotional capacity against the fear and distress we can incur in response to state repression. These tools are used to gain a deeper sense of what our bodies are holding and telling us. We sought to create an experience where people could practice moving through distressing sensations and emotions into more balanced ones. This can help build both new pathways in the brain and muscle memories of movement that can be accessed by the body during potentially stressful situations.

We were looking for new ways to strengthen resiliency in both our social movements and in ourselves to negate the embodiment of state repression. We have experience with both [somatics](#) and dance, which have positively impacted the ways we are able to move through challenging emotions that arise from the ways we choose to engage in society. Our inspiration came after attending a workshop in which we were able to integrate somatics with movement. The combination of the two provided a space for vivid self-awareness and deep release. We realized that these tools could be useful in the time and space we find ourselves in, where there is increased repression and subsequently, increased unprocessed stress and trauma in our communities.

We have seen both a rise in resistance and a rise in repression this last year. It's been on a lot of our hearts, with so many friends and comrades facing charges all over the country. It can feel exhausting emotionally, obviously. But, repression also can present opportunities to build on strength as crews, friends, comrades and lovers. Do you feel like you've experienced that kind of building and growth from moments of repression? What did that look like?

Repression can manifest as the lines of riot cops at our demos, house raids and warrants, politically motivated charges, information gathering by the state, trials for often outsized charges, and the disruption of our movements, just to name a handful. Responding to state power has given us opportunities to test and strengthen our safety nets. These nets are one of the best aspects of this anarchist struggle, giving us chances to show true solidarity with friends and strangers alike. We've experienced groups of people who shared affinity come together in the face of repression to materialize levels of care and resources most often reserved for their friends.

This care has manifested in outdoor banquets and extravagant dinners, in countless banners and packages and letters, in fundraisers and jail visitations and in notes left for a friend to find on the walk back to work release. It looks like showing up at court together every day until trial is over and in fuck the world dance parties when we win. It looks like collective engagement of a healing workshop, in going back to push at the front lines together, like cleaning up together after a house raid. It looks like going to doctor's appointments and being present through the tears and vomit. It looks like holding each other in the late nights, which are actually early mornings, when it feels like time has stopped. It looks like cooking and care schedules and conversations on walks together. It looks like standing at an intersection asking people to give money for burial costs. It looks like driving hours and hours, like people you can call at 4am who leave their ringer on just for you, like everybody staying up all night long waiting for the call from the hospital to see if your compa survived. It looks like asking one of your bests again and again if they're okay, until they will tell you no—that they just dragged a shooting victim out of a demo, and they're shook . . . These are all moments in which we have felt more capable and stronger together in the face of the myriad manifestations of repression.

As anarchists we often focus our conversations and strategies around repression on the legal and political responses, which are absolutely necessary of course. But, there is almost a total avoidance of conversations and strategies around emotional resilience, which is such a vital aspect of resistance. What could it look like to incorporate building emotional resilience into our movements?

Getting honest about the emotional debt we can incur in these struggles is long overdue. When we do this, we have the opportunity to anticipate the emotional hardships that will come hand in hand with long term fights, just as we can anticipate state repression. We can no longer just keep resisting year after year without self-reflection as to how intense moments in the street or at demos may have impacted us. Taking stock can provide the opportunity for us to build capacity and find long-term sustainable strategies, giving us the confidence to enter into similar situations when they come around again. We can learn to accept and uphold our boundaries, knowing when it's time to leave the demo because it's gotten too intense or when you're perfectly comfortable staying on the police line, for example. And similar to a diversity of tactics, we can embrace a diversity of roles where we embrace and value a vast array of work and tactics, instead of placing

the highest value on street combat.

We can also hold time long, recognizing this as a fight that stretches out long before us and will continue into the future. For those of us who have been around for a long time, we know that there are inevitably quiet times when activity dies down. These lulls need their own type of emotional resilience as we cultivate patience and skills for when the tide turns again, as we recalibrate what makes sense contextually and how we want to continue engaging in order to maintain morale.

More specifically, building emotional resilience can look like seeing a counselor, hosting a collective workshop or engaging in dance or self-defense. It could mean supporting someone in taking medicine. It could look like finding language to talk about our emotional processes or normalizing conversations about mental health, such as PTSD or depression, and understanding how to validate and care for our friends who experience these things. It can look like a group of friends intentionally gathering to trace through shared experiences or holding rituals to let go of the pain and stress accumulated during conflict.

There can be a conflation of militancy and machismo that plays out in myriad ways within our movements. This conflation seems to be an inhibitor in building emotional resiliency. Do you see this play out? How can we combat this and build something healthier, more vibrant and inclusive?

These dynamics definitely play out where talking about feelings or processing the effects of dangerous situations we find ourselves in are avoided at best and looked down on at worst. Any lingering remains of this sentiment that emotional work is not a necessary and valid part of a militant struggle are detrimental to ourselves and each other. Pursuing emotional health go hand in hand with fighting. Our experiences during Ferguson – the rawness and violence of the battles – crystalized this glaring reality and have helped to create a culture that legitimizes and prioritizes our need to unravel the intensity of the things we experienced together so we can continue to fight. The challenging work can be finding the words and mediums to do so.

There is a very real warrior culture that exists within anarchism, where we're supposed to take getting our teeth kicked in, our ribs broken, stabbed, go to jail, get shot. We wear our arrests and our injuries as badges of honor. Valor and bravery are woven into our mythology. We've been known to belittle feelings, often pushing our own away behind a façade of armor, in large part because we don't have tools to deal with them. We show up to anarchy fucked up and broken, desperate to find some way to act on the pain of the world that we've taken into ourselves, and often filled with the pain of our own lives. We can combat this by recognizing the very real reality of what we're living through, understanding that we engage in pretty screwed up and intense activities, sometimes with dire and grave consequences. Recognizing the necessity for us to heal both from the battles we engage in as well as from the brutality of life under capitalism can help us build healthier, more resilient movements

It is crucial to circumvent dominant narratives that can potentially limit or squash countless actors creative and imaginative ideas of engagement. We are excited for the spaces created beyond a singular image of what militancy can look like. The spread of legitimate ways for attack is wide. The more tactics we can embrace to fight back, the stronger our movements will be.

photo credit: zola_mtl

What are you personally doing to build your own resilience?

Honestly, even we could be taking better care of ourselves right now. We're currently amidst a brutal slog in this struggle, with the need to act striking hot and fast. But there is something to be said for keeping in touch with the joy of why we started fighting back in the first place, of making sure we still do things we love, of bringing curiosity to the ways in which we choose to engage.

Personally, it looks like trying to care for our basic needs. Sleeping and eating enough can often be the first things to go out the window. It can be hard to stop, and yet we try to make time to let things settle and integrate, allowing our brains catch up with our bodies and experiences. Letting ourselves cry when we need to cry. Writing, reflecting and talking about what we are engaged in, about what feels challenging,

disappointing or heartbreaking. Feelings help us know what to do next, and so we try to be aware and move through feelings so that we feel lighter and more capable, not continually carrying around the stress we've incurred. Somatics and dancing especially help us build resiliency. And honestly, one way that helps build resiliency is to continue fighting back, to remain in this struggle while at the same time holding space to work through the harder moments. Most times when we take a break or skip seemingly smaller moments in the street, we wish we had just kept engaging. We try to know and understand our limits, but also feel most alive when we are able to keep acting.

What things are inspiring you around responses to repression?

Watching people around us really dig in where no one else will, fighting back against racists and cops. Hearing people imagine all the ways to fight white supremacists. Seeing people show up at ICE raids or when someone is shot by the police. Banding together to get people out of jail or home from the hospital. Going to court again and again, still nearly three years after the Ferguson rebellion, to support rebel prisoners both at trial and sentencing. Taking care of each other in the streets and in the aftermath. Watching people band together to fight the J20 charges and the charges incurred by folks at Standing Rock. Continuing to build a wall of silence to keep us all safe. The struggles we're in now are so inspiring –where we're not backing down and we're continually asking questions of what makes sense in the moment. Together we are strong and experienced enough to weather this storm.

Thank you so much for talking with us! We're hoping we can all bring that same fierceness that walks into the streets to caring for ourselves and one another.